Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI)

Route des Jeunes 6

Bureau 39

1227 – Carouge

Date de présentation : 24.02.2011

L´exploitation de coltan en République démocratique du Congo (RDC)

Filière commerciale et implication pour le conflit armé en RDC

Auteure (**Stagiaire**) :

Sofia Ganter

Chemin des Berges 12, N°413

1022 Chavannes-près-Renens

Adresse E-mail : Sofia.Ganter@unil.ch

Table des matières

1. Partie descriptive **4**

1.1 Introduction 4

1.2 Coltan : qu´est-ce que c´est ? 6

1.3 Coltan en RDC : Faits 9

1.4 Le conflit en RDC 10

1.4.1 Brève histoire 12

1.4.2 Coltan et le conflit en RDC 14

1.5 Filière commerciale du coltan : 14

Etape 1 : Exploitation artisanale des mines de coltan en Est-RDC 15

Etape 2 : De la mine au comptoir 23

Etape 3 : Du comptoir aux pays voisins 24

Etape 4 : Du pays voisin au processeur 25

Etape 5 : Du processeur à la manufacture électronique 29

Etape 6 : De la manufacture à l´entreprise de branche électronique 31

Etape 7 : Achat par les consommateurs 32

2. Théories et leurs applications : La « Malédiction » des ressources **37**

2.1.1 Théorie de Collier 37

2.1.2 Application de la théorie de Collier 38

2.2 Approche des minerais conflictuels *(Conflict mineral approach)* 40

2.2.1 Application 40

2.2.2 Critique 40

2.3 Des mesures contre la malédiction 41

3. Propositions des solutions 42

3.1 Solutions générales 42

3.2 Projets réalisés et réalisables et leurs évaluations 43

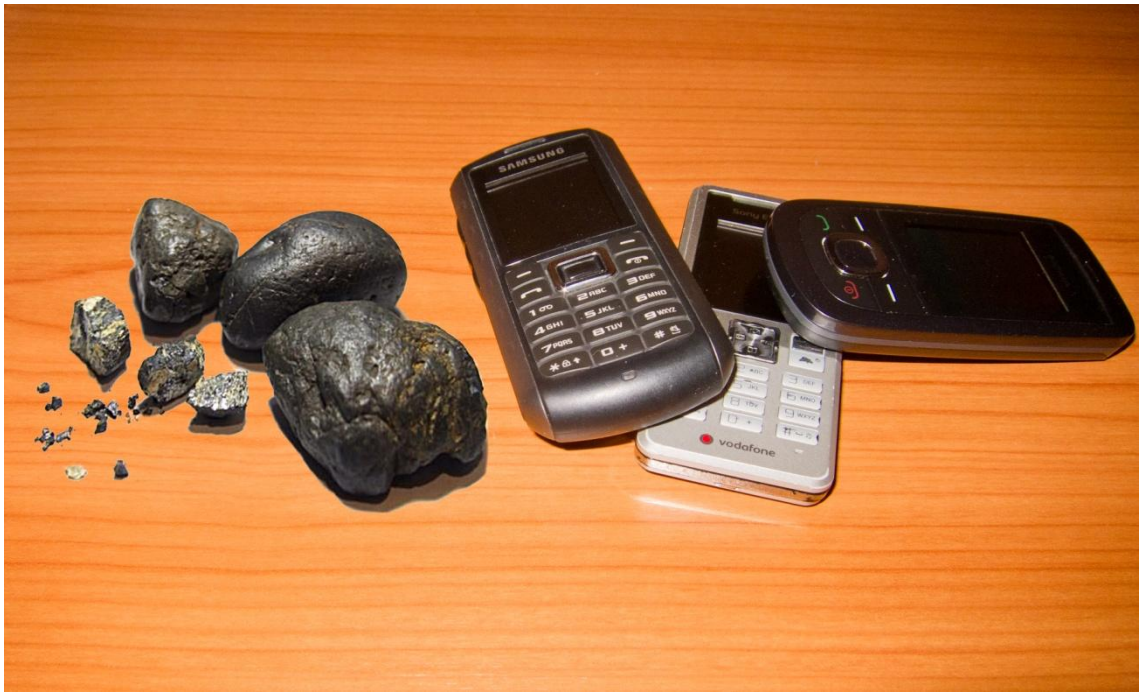
3.3 Proposition de solution 51

4. Conclusion 52

5. Bibliographie 54

1. Partie descriptive

Graphique 1: Le coltan et les mobiles



Source : Propre photographie

1.1 Introduction

Ces grumeaux de minerai noir, qu´est-ce qu´ils ont à voir avec les mobiles à côte d´eux ?

C´est une des questions qui pose ce texte et à laquelle il vise à donner une réponse.

Une autre est : Qu´est-ce que le conflit dans la République démocratique du Congo (RDC) a à voir avec ce minerai et avec les mobiles ?

La RDC, dans ce texte souvent aussi seulement dénommée « Congo », est le troisième plus grand pays de l´Afrique avec une surface de 2 344 885 km². Il ne faut pas le confondre avec la République du Congo, un pays plus petit situé en Ouest de la RDC. La RDC a environ 71 millions d´habitants.[1] Le pays est un des plus pauvres du monde et souffre d´un conflit armé continu.

[1] Worldafricabusiness 2008

Le minerai noir est appelé en Afrique « coltan », une abréviation pour son nom Colombo-Tantalite (ColTan), duquel les minéraux niobium et tantale peuvent être extraits. Ces minéraux sont utilisés dans des petits condensateurs qui se trouvent dans chaque mobile.

Et le lien avec le conflit ?

Le conflit en RDC est, parmi d´autres raisons, mené à cause des ressources naturelles dont elle possède beaucoup. Leur exploitation illégale par des rebelles sert à leur survie.

Les entreprises de l´industrie de coltan et tantale, souvent basées dans des pays de l´Ouest ou dans la Chine, achètent cette ressource conflictuelle.

Une des thèses fondamentales de ce texte est donc que la demande croissante des pays industrialisés pour des biens électriques prolonge et renforce le conflit en RDC qui base sur le commerce avec elles – comme par exemple le commerce avec le coltan.

Pour montrer les responsabilités des diverses acteurs il est essentiel de présenter - après une introduction donnant des faits sur la RDC, son conflit et sur le coltan en RDC - la filière commerciale du coltan : de la mine jusqu´à la main du consommateur. Dans cette partie, tous les acteurs importants et leurs impactes pour la filière ainsi que pour le conflit sont discutés. Parmi eux se trouvent des acteurs légaux, illégaux et des mélanges du type d´acteur. Un accent est mis sur le rôle des entreprises multinationales (Multinational Corporation - MNC) qui sont importantes pour toute la filière.

Mais ce texte ne vise pas seulement à décrire mais aussi á discuter des solutions qui peuvent être proposées aux problématiques présentées.

C´est pourquoi il explique dans la deuxième partie brièvement quelques théories de la recherche sur les conflits et se demande brièvement sur leurs valeurs explicatifs pour la RDC. Dans la troisième partie du texte, des propositions de solutions sont traitées et évaluées – ce qui est une tâche difficile étant donné la complexité, la multi-causalité et les multiples niveaux du conflit et de l´exploitation du coltan en RDC.

Enfin, il va être conclu qu´une amélioration de la situation devrait se composer de plusieurs champs d´actions : des réformes énormes politiques combinées avec une méthode géochimique qui vise à distinguer les différents lieux d´origine de coltan de la

RDC, pour que le coltan venant des mines contrôlées par des rebelles ne puisse plus être vendu.

Mais avec la faiblesse de l´Etat qui n´a pas de monopole légitime sur la force physique dans sans pays - et ne remplit donc pas le critère essentiel d´un Etat selon Max Weber - la situation ne va pas s´améliorer significativement.

La richesse en ressource a depuis la colonisation, alors pendant l´histoire récente de la RDC apporté du malheur au pays, mais il faut que le peuple congolais puisse participer au bonheur qui pourrait résulter de cette richesse étant naturellement donnée.

1.2 Coltan : qu´est-ce que c´est ?

Coltan est une abréviation typiquement utilisée en Afrique pour le minerai noir Colombo-Tantalite (ColTan), duquel les minéraux niobium et tantale peuvent être extraits.

Coltan se trouve surtout en Afrique centrale, Australie, Amérique du Sud, Canada. Il peut être exploité de façon artisanal, c´est-à-dire avec les mains et sans grand besoin de technique.[2] En 2008 1930 tonnes de coltan étaient extraits dans le monde. [3] On estime que la plus grande partie de la production mondiale de coltan vient de la RDC. [4]

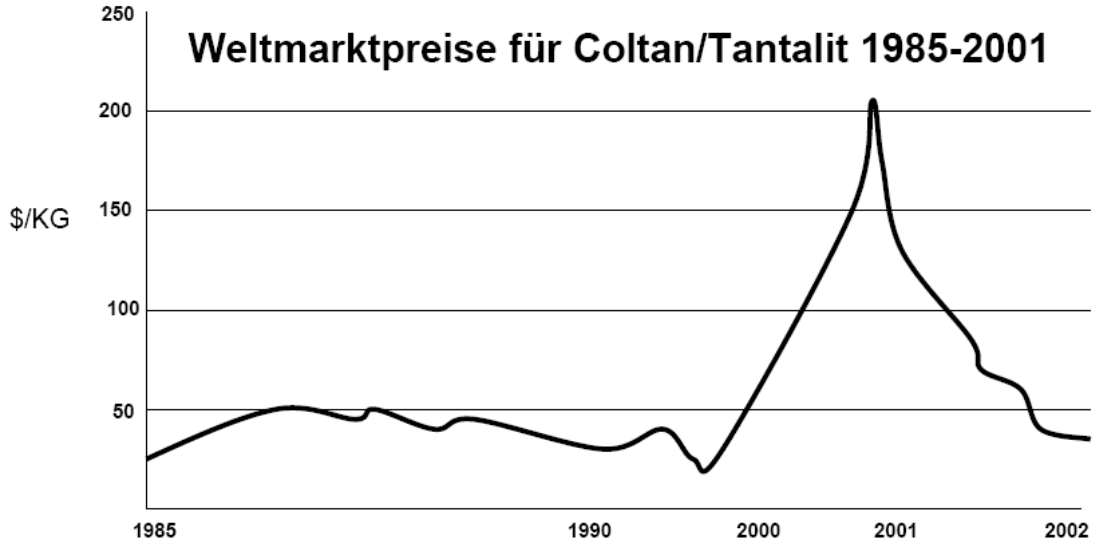
Ce rapport se focalise sur l´utilisation de tantale, qui est surtout utilisé dans des condensateurs, à cause de ses caractéristiques comme la grande résistance contre la chaleur et l´acide. [5] Ces condensateurs ont une langue durée de vie, une consommation mineure de courant et sont résistants contre les fluctuations de la température.[6] Ces condensateurs faits de tantale sont moins grands qu´un tête d´épingle.[7] Les condensateurs fonctionnent comme des accumulateurs.

[2] Enough Project Team 2009
[3] Dürr 2010
[4] Lublinski 2009
[5] Drücke 2006
[6] Wikipedia: Mobiltelefone
[7] Obert 2011

Pour le moment, des condensateurs faits avec niobium, céramique et aluminium ne remplissent pas encore de même qualité les fonctions d´un condensateur fait de tantale et ils sont encore en développement.

Des condensateurs se trouvent dans presque tous les appareils électroniques.[8] Ce texte met l´accent sur l´utilisation d´eux dans des mobiles, car cette utilisation éclaire le lien entre le coltan et presque chacun du monde occidental : dans chacun des trois milliards mobiles en monde il y a de coltan comme un mobile contient environ 10 à 20 condensateurs. [9] [10] De même, l´usage des condensateurs dans des ordinateurs portables est assez important car beaucoup de monde est concerné par elle aussi.

Graphique 2 : Les prix de coltan sur le marché mondial 1985-2002



Source: Rapport final du groupe des experts sur l´exploitation illégale des ressources naturelles en RDC, 2002

Le prix de coltan sur le marché mondial est monté dans les années 2000 et 2001 à cause du boom internet. Par exemple, de janvier 2001 jusqu´à décembre 2001, le prix de tantale augmentait de 80 dollars à 760 dollars par kilo. [11] Entretemps, en 2010 le prix

[8] Wikipedia: condensateurs
[9] Grossmann 2006
[10] Scinexx 2009
[11] Grossmann 2006

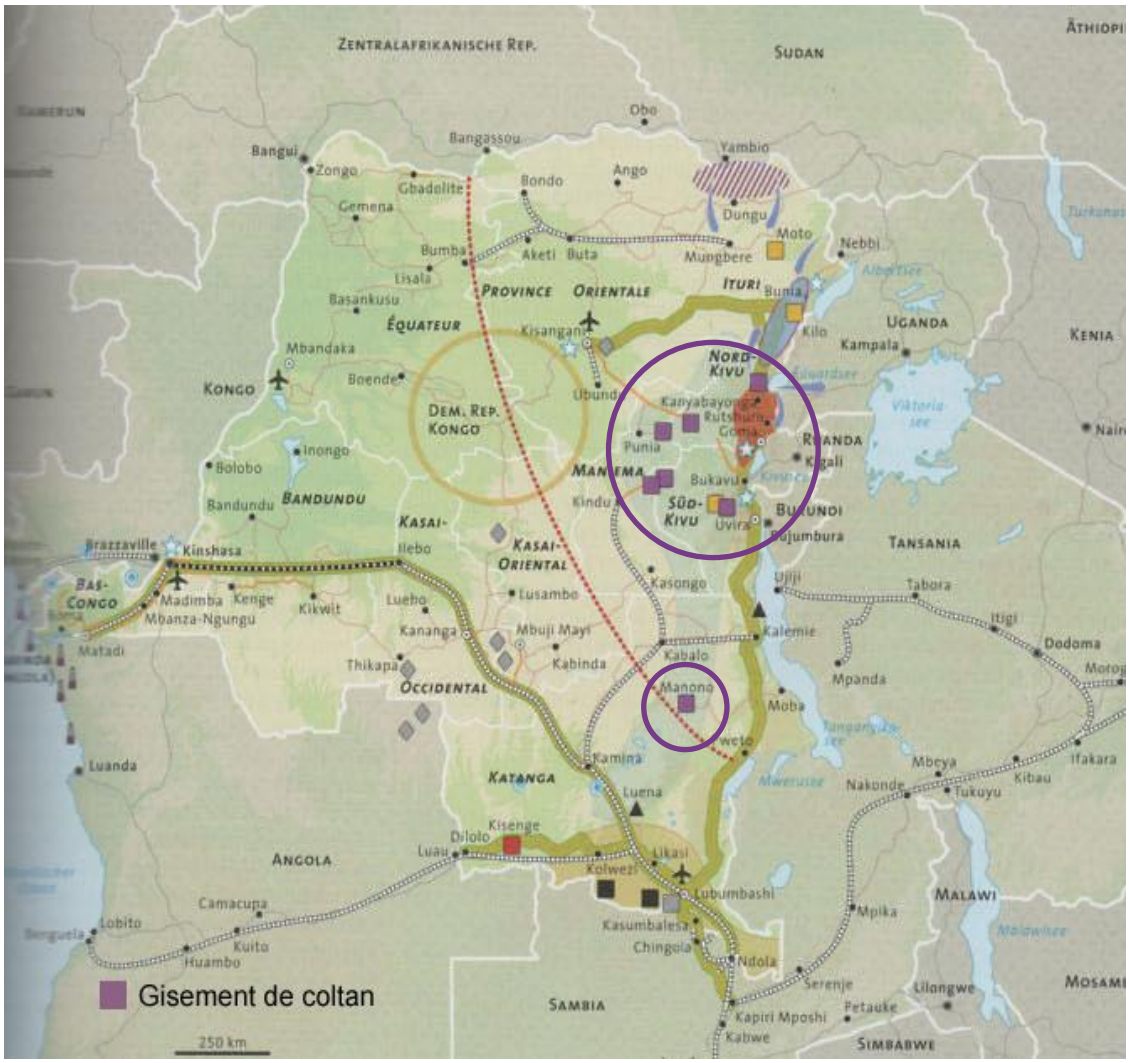
sur le marché mondial était 58000 Euro pour une tonne de coltan, donc 58 Euro par kilo - environ 80 dollars.[12]

Comme il y avait une surproduction dans les années après le boom, le prix a beaucoup baissé. Mais au plus tard depuis la fermeture d´une grande mine australienne (Talison) en 2008, le prix a monté de nouveau – la mine avait couvert 30 % de la demande mondiale.[13] [14] En outre, en 2007 l´U.S. Defense Logistics Agency - qui avait vendu du coltan de son stock énormément grand - était insolvable. [15]

Enfin, chaque consommateur des appareils électroniques est en cause de la question du coltan – beaucoup plus et directe comme par exemple quant aux diamants, qui constituent un bien de luxe. Quand même - ou peut-être c´est pourquoi - les initiatives contre l´exploitation illégale et inhumaine des diamants étaient couronnées de succès tandis que des initiatives pour une amélioration des conditions d´exploitation du coltan sont beaucoup moins connues.

[12] ZDF 2010
[13] Brzoska 2007
[14] Ma 2009
[15] Ma 2009

Graphique 3 : Gisement de coltan en Congo



Source : Le Monde Diplomatique - Atlas de globalisation, 2009, p. 153

1.3 Coltan en RDC

La RDC est un des pays les plus riches en ressources naturelles. Il détient environ 30 % des ressources naturelles mondiales.[16] En Congo se trouvent étain, coltan, wolfram, or, diamants, cuivre, argent, urane et pétrole.[17] [18] [19]

[16] Adusei 2004
[17] Enough Project Team 2009
[18] Indongo-Imbanda 2001
[19] Marischka 2004

Le Congo possède environ 80 % des gisements mondiaux connus de coltan – différents sources donnent des chiffres un peu variantes. [20] [21] [22] [23] [24] Les régions dans l´est-Congo, notamment Nord- et Sud-Kivu, et Maniema possèdent la plupart des stocks.

Depuis le règne du roi Léopold II. les ressources du pays étaient exploitées d´une façon brutale et indélicate. Les ressources sont liées à la manipulation, pas à l´autodétermination et à la responsabilité propre du peuple congolais.

Le pourcentage du coltan du Congo sur le marché mondial de 2008 s´élevait à environ 40 %, car plus que la moitié du commerce mondial de tantale en 2008 venait de l´Afrique dont estimatif environ trois quarts du Congo.[25]

Le nombre estimé d´exports est toujours beaucoup plus haut que les chiffres officiels. Par exemple, en 2006, Nord-Kivu a officiellement exporté d´étain dans la valeur de 7 moi USD mais les débits des mines réelles sont 3 fois plus hautes.[26]

Les mineurs en RDC sont des congolais pauvres, souvent des enfants, dont plusieurs cents meurent chaque année dans les mines à cause des circonstances catastrophiques de leur travail et à cause du traitement par leurs chefs. [27] Ces derniers sont des militaires, des rebelles, des politiciens, des entrepreneurs, bref, des « seigneurs de guerres ».

1.4 Le conflit en RDC

1.4.1 Brève histoire

Pour effleurer l´histoire du Congo et de ses conflits, la date 1885 est très importante : elle faisait de la région de la RDC actuelle la propriété privée du roi belge Léopold II, qui exploitait les habitants et les ressources naturelles d´une façon cruelle pour sa propre

[20] Phezo Dizolele 2006 : 80 %
[21] Econews 2009 : 80 %
[22] Drücke 2006: 80 %
[23] Wikipedia: Coltan ; Kivu possède 60-80 %
[24] Friendsofthecongo 2001: 64 %
[25] Lublinski 2010
[26] Johnson 22.11.2008
[27] Rauner 2011

prospérité. De plus, le concept d´Etat Nation imposé par l´Ouest est vu par certains auteurs comme contraire aux vieux réseaux sociaux déjà existants en RDC.[28]

En 1908, le roi a donné le Congo au parlement belge, mais celui-ci a seulement un peu amélioré la situation et ne laissait pas non plus se former des élites congolaises.

La RDC est devenue indépendante en 1960. L´Etat indépendant devait se former très vite après son indépendance, ce qui était difficile. Après le meurtre du premier président élu Lumumba - ce meurtre était soutenu et exécuté par l´Ouest, surtout par les Etats-Unis - et après cinq ans de guerre civile la RDC est devenue une dictature brutale, gouvernée de 1965 (prise de pouvoir avec un putsch) jusqu´à 1997 par Mobutu Sese Soko (Joseph-Désiré Mobutu) qui était surtout jusqu´à la fin du conflit Est-Ouest soutenu par l´Ouest qui a vu la RDC comme un bataillon anti-communiste.

En 1996, Laurent-Désiré Kabila, père du président actuel Joseph Kabila, a commencé un proteste anti-régime avec ses groupes rebelles « *Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo » (AFDLR)*, soutenu par Ouganda et Rwanda et il est devenu - après la première guerre de la RDC - président en mai 1997. Le pays - qui s´était appelée entre 1971 et 1997 « Zaïre » - a pris le nom « République démocratique du Congo » (RDC).

Mobutu et sa clique avaient détruit le pays, une petite élite avait beaucoup profité des ressources, le reste du pays était pauvre.[29]

Une seconde guerre avec une grande quantité d´acteurs commençait en 1998 : Rwanda et Ouganda soutenaient des rebelles contre Kabila pour occuper les régions de Nord de la RDC. De l´autre côté, Zimbabwe, Namibie et Angola soutenaient Kabila en Sud-Congo. En plus, des « rebelles » des pays voisins – surtout de Rwanda après le génocide de 1994 - participaient.

Officiellement il y avait un processus de paix après cette guerre, mais il restait sans paix : malgré la fin officielle de la guerre en 2003 il y a jusqu´à aujourd´hui en Est-Congo des combats entre plusieurs groupes de rebelles et plusieurs armées. La faiblesse de l´Etat Congo dans cette région est énorme. Le conflit en RDC est le conflit le plus

[28] Marischka 2004
[29] Marischka 2004

mortel depuis la seconde guerre mondiale et a couté environ 5,4 millions de vies depuis 1998 (chiffres variantes selon plusieurs chercheurs). [30] [31] [32] Le chiffre dépend beaucoup de la façon de compter : la plupart de ces 5,4 millions de victimes étaient des victimes indirectes de la guerre, surtout des morts à cause de malnutrition et famine. Aussi, les déplacements ont faibli le peuple : quatre habitants des campagnes sur cinq ont été déplacés sous la contrainte à un moment ou à un autre entre 1998 et 2002. Il s'agit du chiffre de déplacements le plus élevé jamais enregistré pour l'Afrique.[33]

1.4.2 Coltan et le conflit en RDC

Le conflit en Congo a plusieurs causes dont leur signification respective est encore l´objet de beaucoup de discussions scientifiques.

Comme déjà évoqué, l´histoire a une grande valeur explicative, car la RDC a vécu une histoire de manipulation, utilisation et exploitation du peuple congolais et de ses ressources naturelles qui étaient l´intérêt central non seulement de la puissance coloniale Belgique mais aussi encore de l´Ouest industriel après la fin officielle de la colonisation.

En outre, les aspects géographiques sont favorables à un conflit : La RDC est un grand pays dont la capitale Kinshasa se trouve toute en Ouest du pays. L´Est-Congo est situé plus proche des petits voisins Burundi, Rwanda et aussi Ouganda. Ces faits renforcent les possibilités et les occasions d´un conflit intérieur. [34]

La première guerre de Congo entre automne 1996 et mai 1997 était une guerre politique, menée par l´*AFDLR* contre l´Etat, donc le déclin de l´ère Mobutu. La guerre était aussi existante à cause des grands camps de réfugiés des Rwandais après le génocide en Rwanda 1994 – c´était donc un conflit entre la Zaïre et le Rwanda.

La guerre se finissait par la victoire des rebelles et la fin de la présidence de Mobutu. Les raisons pour la « guerre mondiale de l´Afrique » entre 1998 et 2003 étaient à

[30] Enough Project Team 2009
[31] Focus online 2010
[32] Vorrath 2009
[33] Rapport ONU 2002
[34] Collier 2006

première vue politique : l´Etat se délabrait et il y avait des conflits entre Rwanda et Congo sous Kabila. Les prétextes de la guerre étaient l'augmentation des taxes perçues par le Gouvernement, le non-paiement des salaires et l'absence des services gouvernementaux.[35]

Les causes ethniques sont aussi importantes dans ce pays ayant plus que 250 ethnies.[36] Les tensions ethniques datent de l'époque coloniale qui les a souvent artificiellement crées. [37] Il y a des analyses qui se basent seulement sur des aspects ethniques. [38] [39]

Des chercheurs mettent par exemple l´accent sur les combats entre Hutu et Tutsi, ainsi qu´entre des autres ethnies comme par exemple entre Hema et Lendu.[40]

Mais, de l´autre côté, les différences entre les ethnies sont souvent forcées et artificielles - comme celles entre Hutu et Tutsi par les Belges - et les alliances entre eux changent. En outre, des conflits traditionnels comme celui entre Hema et Lendu sont instrumentalisés pour des fins économiques.[41] De plus, comme déjà évoqué, les problèmes vont plus bas : La construction de l´Etat RDC en 1960 ne s´en occupait pas des « frontières » sociales et linguistiques (plus de 250 langues ainsi que d´ « ethnies ») et les mettait ensemble dans la formation « Etat nation » bien que le Congo ne connaissait pas cette forme d´organisation politique. [42]

Mais, comme par exemple les alliances changeantes et la maintenance du conflit dans l´est-Congo (conflit depuis environ 1994 jusqu´aujourd´hui) le montrent, les causes ethniques étaient soutenues et dans la plupart du conflit superposées par les causes économiques :

Comme déjà expliqué, la richesse en ressources du Congo ainsi que l´exploitation artisanale facile et la contrôle manquante de l´Etat dans cette région ont rendu possible un tel conflit d´une longue durée et à la quelle il est si difficile de mettre fin.

[35] Rapport ONU 2002
[36] Marischka 2004
[37] Rafti 2006
[38] Friendsofthecongo 2001
[39] Obert 2011
[40] Rapport ONU 2002
[41] Rapport ONU 2002
[42] Marischka 2004

La forte hypothèse peut être formulée, que ce sont des raisons économiques qui sont responsables au minimum pour la maintenance et dans un certain égard pour le commencement du conflit. Dans ce qui suit, l´importance du coltan, donc d´un facteur économique est expliquée :

Depuis le journal allemand Tageszeitung (*taz)* le coltan est le symbole pour l´exploitation illégale du Congo pendant la guerre 1998-2003. [43]

Plusieurs organisations et journaux comme la taz et Kongo-Kinshasa ainsi que des chercheurs disent clairement que la guerre en Congo était et est menée à cause de l´accès aux, du contrôle des et du commerce avec les ressources naturelles.[44] [45]

Dans ce qui suit, un des buts principaux du texte va être traité : d´éclairer la filière commerciale du coltan pour comprendre comment quels acteurs alimentent le conflit.

1.5 La filière commerciale du coltan venant de la RDC

Introduction

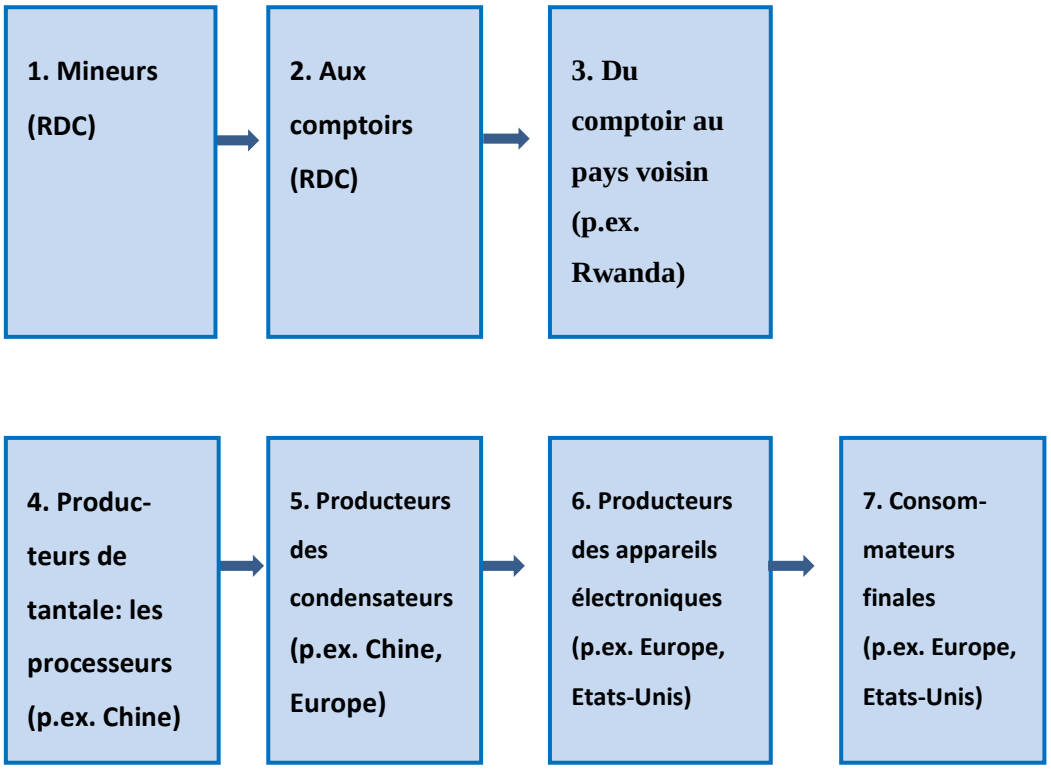
Il est important de remarquer que les recherches scientifiques sur la voie commerciale étaient très intenses en 2001 /2002 après le premier rapport des experts de l´ONU.

Une des sources principales de cette section date donc de 2002, mais a été complétée par des autres sources.

La présentation se fait dans sept étapes : de l´exploitation du coltan jusqu´au consommateur final.

[43] Johnson 22.11.2008
[44] Indongo-Imbanda 2001
[45] Johnson 22.11. 2008

Graphique 4 : Filière commerciale du coltan



Source : propre présentation, basée sur Enough Project Team 2009

1. Première étape : Exploitation artisanale des mines de coltan en Est-RDC

Déroulement

Il faut faire la distinction entre les mines qui se trouvent - illégalement - dans les mains de plusieurs groupes de rebelles variables ou des soldats congolais qui se comportent comme des rebelles et, de l´autre côté, les mines contrôlées par des forces étatiques.

Ce sont avant tout les mines contrôlées illégalement qui vont intéresser ici.

En général, les mineurs lavent pendant des longues journées de travail ce qu´ils trouvent jusqu´au moment quand seulement le coltan reste (comme avec or).[46] Après leur travail ils donnent presque tous le coltan à leurs chefs, dans la plupart des cas surveillés par des hommes armés. Soit ils peuvent garder un peu de coltan pour le changer contre le minimum de nourriture pour pouvoir survivre, soit ils reçoivent un peu de l´argent, soit

[46] Friendsofthecongo 2001

ils ne reçoivent rien, car il n´ont pas assez travaillé. Quelques-uns, qui ne trouvent pas assez de coltan, sont tués par leurs chefs.

Acteurs :

A) Les creuseurs (mineurs) :

Ce sont des congolais, dont beaucoup d´enfants et d´ adolescents, mais aussi des personnes des pays voisins. Ils sont parfois en travail forcé et ils travaillent tous dans des circonstances dangereuses, plusieurs cent meurent par ans à cause de l´insécurité des mines et encore plus á cause de la brutalité directe des surveillants des mines comme la mise à mort à cause de n´avoir pas assez miné pendant une journée de travail - qui peut durer 78 heures, sans aire fraîche, dans des tunnels étroits.[47] [48]

B) Les acteurs officieux et rebelles:

Les contrôleurs des mines sont des rebelles et parties de l´armée congolaise: ils exploitent les travailleurs en leur donnant seulement peu de salaire et en profitant beaucoup du commerce avec la ressource. [49]

Ces rebelles sont constitués par plusieurs groupes dont les différences dans le comportement et les buts politiques ne sont pas toujours clairs ou évidentes et qui partagent le but économique de l´enrichissement personnel.

Ils sont constitués par la liste suivante qui n´est pas complète, car il y a une quantité de groupes changeante ainsi que des structures et des alliances embrouillées. Mais elle mentionne les groupes les plus importants :

1. Les rebelles rwandais *« Forces Démocratiques de la Libération du Rwanda » (FDLR)* se sont fondés en 2000, sont encore actifs et sont le groupe le plus important. En 2010 ils avaient environ 2000 membres. En 2008, les FDLR ont contrôlé la plupart des mines en sud-Kivu. [50] [51]

[47] Johnson 22.11. 2008
[48] Rauner 2011
[49] Enough Project Team 2009
[50] Rapport ONU 2008
[51] Rafti 2006

2. Les *« Maï-Maï »*, des milices congolaises traditionnelles qui sont surtout actives dans Nord- et Sud-Kivu, avec une organisation défaite. Ils pensent traditionnellement qu´ils ne sont pas vulnérables quand ils ne se lavent pas, et, entretemps, ils pensent qu´ils sont invulnérables s´ils volent des femmes. Ce sont plusieurs milices d'autodéfense locale ad hoc. Parmi eux, les patriotes résistants congolais (PARECO) sont assez connus.[52] [53]

3. Le *« Rassemblement Congolaise pour la Démocratie » (RCD)* s´est fondé en 1998 par Wamba dia Wamba. Plus tard Laurent Nkunda jouait un rôle important. Le rassemblement dit qu´il veut protéger les tutsis congolais. Il est plutôt une marionnette du Rwanda et elle est hétérogène avec ses deux factions RCD-ML et RCD-Goma. Après la fin de la guerre en 2003 il est officiellement devenu un parti politique.[54] [55] [56] [57]

4. Le *« Congrès National pour la Défense du Peuple » (CNDP)*, fondé en 2006 par Nkunda, active jusqu´aujourd´hui, se décrit lui-même comme nationaliste dans le seul but de défendre les intérêts d´une partie du peuple congolais délaissée. En mars 2009, le CNDP s'est converti en parti politique et 3 000 à 4 000 de ses combattants ont intégré l'armée congolaise. Environ 1 000 à 2 000 autres résistent à l'intégration.[58] [59]

Depuis un rapport de l´ONU, l´ancien CNDP, depuis mai 2009 allié avec le gouvernement, n´a jamais directement contrôlé des mines, mais a contrôle les points de frontière les plus importants.[60]

5. L´ *« Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo » (AFDLR).* Rebelles sous le leadership de L.-D. Kabila, fondée en 1996 à l´offensive des armées ougandaise et rwandaise, ne sont plus actives.

6. *Allied Democratic Forces (ADF)*, plusieurs groupes guérillas, fondés en 1996 en Ouganda pour le combat contre le gouvernement central, finis par le Congo et les NU en 2005. [61]

---

[52] Wikipedia: Mai-Mai
[53] Rafti 2006
[54] Sal Macis 2009
[55] Wikipedia: Deuxième Guerre de Congo
[56] Wikipedia: RCD
[57] Globalsecurity
[58] La Conscience 2006
[59] Rafti 2006
[60] Enough Project Team 2009
[61] Rafti 2006

7. Les *« Forces patriotiques pour la libération du Congo » (FPLC)* : petit groupe de quelques centaines de combattants qui est venu de l´Ouganda et qui veut disputer au CNDP le contrôle de certaines zones du Nord-Kivu. Il est mené par le général Gad Ngabo. [62]

8. Les *« Forces démocratiques alliées »/ »Armée nationale de libération de l'Ouganda » (ADF/NALU)* : un groupe militant musulman ougandais fondé par Jamil Mukuluau au début des années 1990 qui compte 1 300 hommes. [63]

9. L' *« Armée de résistance du Seigneur » (LRA)* : Joseph Kony a fondé en Nord-Ouganda en 1987 ce groupe dit chrétien qui est connu pour sa brutalité. [64]

10. La *« Force de résistance patriotique en Ituri »/ »Front populaire pour la justice au Congo » (FRPI/FPJC)* : Ils sont actifs dans le sud de l'Ituri, où ils combattent les forces du gouvernement et les forces onusiennes de maintien de la paix. Jean-Claude Baraka, chef du FPJC, a été arrêté en juin 2010. En revanche, le « Colonel Cobra » Matata, chef de la FRPI, a déserté au même temps pour rejoindre sa milice, en Ituri.[65]

11. *« Enyele »/Le « Mouvement de libération indépendant et alliés » (MILIA)* : petit groupe local du Nord-Est de la RDC.[66]

12. Parties de l´armée congolaise *« Forces Armées de la République Démocratique du Congo » (FARDC)* : Elle s´est constituée dans sa forme actuelle après la seconde guerre du Congo, quand l´armée était mise ensemble avec certains groupes de rebelles. Ces parties se comportent eux-mêmes comme des rebelles et sont parfois dénommés « sobels ». Les FARDC ont été accusées par les organisations de défense des droits de l'homme de se livrer à des activités criminelles. [67] [68]

[62] Rafti 2006
[63] Rafti 2006
[64] Rafti 2006
[65] Rafti 2006
[66] Rafti 2006
[67] Wikipedia: RDC
[68] Rafti 2006

13. *L´armée patriotique rwandaise (APR)* : Elle a envahi en Congo en 1996/1997 - officiellement pour des causes politiques, mais ils contrôlent de facto des mines bien qu´elle ait retiré quelques parties de l´armée après le rapport de l´ONU de 2002. [69] [70]

14. *L´armée ougandaise (UPDF):* L'UPDF s´est retirée officiellement de la RDC, mais il y a encore des soldats en RDC. Au minimum jusqu´à 2002 il y avait d´exploitation des ressources dans la province orientale par divers groupes armés sous la protection de l'UPDF - mais cette armée est toujours impliquée. [71] [72]

Pendant le conflit, il y avait des **différentes alliances entre les rebelles susdits et les forces des gouvernements** prenant part au conflit et au commerce :

Il n´est pas possible de connaitre et comprendre toutes les alliances formelles et informelles qui ont jamais existées entre les différentes acteurs, mais dans ce qui suit, quelques-unes sont énoncées.

De 1998 à 2003, les Maï-Maï se sont battu contre les forces rwandaises et après 2003 les Maï-Maï protégeaient surtout des villages contre l´armée congolaise, c´est-à-dire, leur base chez le peuple est assez fort – comme elle est une milice traditionnelle d´autodéfense.

Le gouvernement congolais a lutté contre les FDLR ainsi que le gouvernement rwandais a lutté contre le CNDP jusqu´à 2008 - c´étaient les alliances de guerre assez fixes. Mais depuis décembre 2008 le gouvernement congolais ne veut plus soutenir le CNDP et les deux gouvernements ont décidé d´avoir le but commun d´arrêter Laurent Nkunda, le chef du CNDP. De plus, ils ont baroudé ensemble contre les FDLR.[73]

Selon Johnson, c´est seulement depuis fin 2010 qu´il y a une nouvelle alliance entre Rwanda et Congo : auparavant, le Congo avait soutenu les FDLR conte Rwanda, mais entretemps il accepte qu´elles sont un problème.[74]

[69] Rapport ONU 2002
[70] Bucyalimwe Mararo 2008
[71] Rapport ONU 2002
[72] KfW Entwicklungsbank 2007
[73] BPB 2009
[74] Johnson 2010

En outre, quant au commerce et quant aux luttes contre les FDLR : Les FDLR et l´armée congolaise ont déjà travaillé ensemble en commerce au plus tard en septembre 2008.[75]

Enfin, ces exemples montrent les alliances changeantes qui n´ont surement pas seulement des différences idéologiques et donc politiques à leur base mais aussi des désirs économiques qui font que l´on s´adapte à des situations changeantes.

Les acteurs officiels :

1. En théorie : l´armée congolaise FARDC, en reconstruction depuis 2003

En 2010 elle a détenu environ 130000 soldats, soutenu par la mission de l´ONU MONUSCO et la mission de l´Union Européenne EUSEC RD Congo.

En pratique : L´armée peut être vue comme facteur d´instabilité, car depuis l´ONU il y a des réseaux criminels au sein d´elle. Il y a des soldats qui se livrent à la contrebande, au braconnage et à l'exploitation illégale des ressources minières. [76] [77] (Cf. la description plus haute chez 12.)

2. En théorie : Le gouvernement, des politiciens et des agents de l´Etat congolais

En pratique : Ces dénommés ne font pas leurs travaux. Il y a une suprématie énorme de la corruption. Par exemple, les employés des 25 agences qui devraient taxer le commerce des ressources gardent l´argent, ce qui renforce la pauvreté endurante de l´Etat congolais et de son peuple.[78]

En outre, le contrôle manquant sur l´Est du pays, qui est gouverné par les rebelles comme un sous-Etat, pose un grand problème. Les rebelles contrôlent les « frontières » entre les régions sous la surveillance de l´Etat et celles sous les rebelles.

[75] Global Witness 2008
[76] Wikipedia: FARDC
[77] Rigeau 2010
[78] Enough Project Team 2009

3. En théorie : Les armées ougandaise et rwandaise mandatées par leurs Etats

Comme déjà évoqué, les armées sont entrées en 1996/1997 en RDC, avec le but officiel de stabiliser le pays et l´aider.

En pratique : Mais elles ont renforcé le conflit. Parties de ces armées se sont alliées aux rebelles et se sont seulement occupées de leurs intérêts économiques.

L´implication de l´Ouganda se montre dans le fait que (au minimum en 2001, mais aussi après) le pays a exporté de coltan bien qu´il ne dépose pas sur des mines de coltan.[79]

Selon les experts onusiens, la plupart des morts dans le conflit sont la conséquence directe de l'occupation du pays par le Rwanda et l'Ouganda, c´est-à-dire par leurs armées mais aussi par leurs rebelles. Il y a plusieurs descriptions du conflit en Congo comme un conflit intérieur des autre pays et des conflits extérieurs entre plusieurs pays, guerroyé sur le territoire du Congo. [80] [81]

On estime qu´en 2008 des forces armées ont gagné 185 millions dollars du commerce avec le coltan.[82]

Pour voir un peu plus clair le pouvoir des armées étrangères le rapport de l´ONU « Rapport final du groupe des experts sur l´exploitation illégale des ressources naturelles en RDC » de 2002 peut aider, car il a fait la distinction entre trois régions du Congo : celle contrôlée par le Congo, celle contrôlée par le Rwanda et celle contrôlée par l´Ouganda.

Selon lui, dans la région sous contrôle gouvernementale, il y a une élite congolaise et zimbabwéenne qui veut contrôler les diamants, le cobalt, le cuivre et le germanium. Elle consiste en des hauts fonctionnaires congolais et zimbabwéens et des hommes d'affaires, la branche congolaise ainsi que des personnes particulières.
Leurs stratégies sont la spoliation des sociétés minières publiques, le contrôle des marchés et de la comptabilité, des vols organisés, des sociétés écrans et des recettes tirées des activités minières et l'armée.
Finalement, en 2002, c´était une zone incertaine et dangereuse. [83]

[79] Indongo-Imbanda 2001
[80] Rapport ONU 2002
[81] Braeckmann 2001
[82] Enough Project Team 2009

La deuxième zone en 2002 était tenue par le Rwanda. Officiellement l´armée s´est retirée en réaction des rapports de l´ONU, mais surtout des soldats rwandais qui se comportent comme des rebelles sont encore là.[84]

Le Rwanda a toujours dit qu´il est présent pour des raisons de sécurité alors que leur objectif réel à long terme consiste à se procurer des biens.[85] Toutefois, entretemps la communauté internationale a compris les vrais raisons de sa présence en Congo.

Le réseau d'élite dans cette partie du pays est géré par le Bureau Congo de l'APR. Les activités financées par les recettes provenant du Bureau Congo définissent dans une large mesure la politique étrangère du Rwanda, qui entretient d'étroites relations commerciales avec les réseaux criminels transnationaux, y compris ceux de Victor Bout avant son arrestation. En 2002, la plupart du coltan était extraite sous la surveillance directe des superviseurs de l'APR, préposés aux activités minières et évacuée directement vers Kigali ou Cyangugu par avion. Aucune taxe n'était versée. Des avions militaires rwandais, des avions de Victor Bout et de petites compagnies aériennes étaient utilisés pour le transporter.

Les affrontements entre APR et les Forces armées congolaises ont provoqué le conflit armé le plus grave. [86]

Dans la zone contrôlée par l´Ouganda les objectives des élites sont d´exercer un monopole sur les principales ressources naturelles de la région, les échanges transfrontaliers, et les recettes fiscales afin d'enrichir les membres du réseau d'élites. Ce dernier était en 2002 un réseau décentralisé, avec une hiérarchie peu structurée, contrairement à celui qui opère à partir du Rwanda, mais aussi avec des sociétés écrans. Il fonctionne avec l'administration d'un mouvement rebelle. [87] L´armée Uganda People's Defence Force (UPDF) a des buts pareils à ceux de l´armée rwandaise. Elle se trouve en Congo depuis 1996/1997.[88] Ils pratiquent en Congo d´exploitation économique autant qu´un conflit ethnique.

[83] Rapport ONU 2002
[84] Brzoska 2007
[85] Rapport ONU 2002
[86] Rapport ONU 2002
[87] Rapport ONU 2002
[88] Bucyalimwe Mararo 2008

2. Deuxième étape : Le chemin du coltan de la mine via des intermédiaires jusqu´au comptoir (toujours en RDC)

Déroulement

Depuis la mine, des transporteurs portent le coltan sur leurs épaules aux intermédiaires ou directement aux comptoirs, qui sont aussi dans le pouvoir des rebelles congolais, rwandais ou ougandais et qui se trouvent la plupart du temps à la frontière près de Rwanda.

Le transport entre les mines et les comptoirs est parfois réalisé par des travailleurs forcés. En général, ils doivent porter beaucoup de poids pour peu d´argent.

Sur le chemin, des rebelles les taxent, requissent des bakchich d´eux, et les menacent avec des armes, par exemple en faisant des blocages des rues.[89]

Les transporteurs :

Des congolais, surtout des hommes, car ils doivent transporter beaucoup de poids. Ils se trouvent dans un danger permanent d´être volés.

Les acteurs rebelles:

Tous les groupes rebelles déjà mentionnés. Surtout le CNDP contrôle et « taxe » le commerce, mais dans la plupart du temps n´emploie pas directement les mineurs. Les comptoirs sont souvent menés par des officiers de l´armée rwandaise et de RCD-Goma.[90]

Les acteurs économiques :

Des entreprises locales et régionales, beaucoup de sociétés écrans. Elles sont menées par des « warlords » (des seigneurs de guerre), c´est-à-dire des politiciens ou des business men locaux ainsi que des rebelles. Ces acteurs ont très souvent aussi le contrôle sur le système banquier, ce qui facilite leur prédominance.

Il y a des petites entreprises régionales qui sont dans des mains étrangères, des pays étrangers jouent donc déjà un rôle dans cette étape.

[89] Enough Project Team 2009
[90] Indongo-Imbanda 2001

Les conséquences directes des deux premières étapes :

Le malaise social se manifeste dans la jachère des autres secteurs économiques et, surtout entre 1998 et 2002, dans l´abandon des lieux de travail comme des écoles à faveur des mines – avec des conséquences sociales drastiques sur le niveau d´éducation déjà très faible.

De plus, car des agriculteurs préfèrent travailler dans les mines il y a moins de nourriture qui est produit. [91]

Les conséquences écologiques sont aussi catastrophiques :

Premièrement, beaucoup de régions d´exploitation de coltan sont des zones de vie d´un type de gorille assez rare, souvent dans des parcs nationaux. Le coltan est de plus en plus exploité dans leurs régions, ce qui détruit leurs espaces de vie et, de plus, ils sont tués pour le besoin de viande des travailleurs dans les mines. [92] Aussi, des éléphants sont tués. Jusqu´à 2003, probablement tous les 1700 éléphants et la plupart des 8000 Grauergorilles étaient tués dans les parques de patrimoine mondial de l´ONU. [93]

Deuxièmement, beaucoup de forêts sont déboisés à cause de la prévalence de l´exploitation des ressources. [94]

Troisièmement, les fleuves sont pollues par le lavage de coltan depuis les mines, cela influence les poissons et les plantes de l´eau. [95]

<u>Troisième étape : Du comptoir aux pays voisins</u>

Déroulement

Le coltan est vendu par des négociateurs, dans la plupart illégalement qui emmènent le coltan des comptoirs en hors du pays.[96]

[91] Université de Karlsruhe
[92] Econews 2009
[93] Hayes/ Burge 2003
[94] Indongo-Imbanda 2001
[95] Scinexx 2009

Depuis la RDC les minerais sont transportés, souvent par avion, aux pays voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi). Il y a beaucoup de contrebande, car les taxes sont plus élevées en Congo que dans les autres pays. Régulièrement, les commerçants internationaux ne disent pas la vérité à leurs acheteurs sur l´origine concrète de leur coltan et affirment qu´il vient d´une mine sans conflit.[97]

Dans les pays voisins, il y a souvent déjà des entreprises de l´Ouest qui attendent le coltan avec leurs affineurs et des fondeurs – mais la fusion prend place dans la prochaine étape, hors d´Afrique, très souvent en Chine.

A la frontière du Congo avec le Rwanda on s´est occupé du chaos administratif qui existe quant aux ressources: Il y avait jusqu´au 2009 23 offices étatiques qui se sont occupés du commerce avec les minerais, le vice-gouverneur de Sud-Kivu Kibala s´engage, avec les commerçants, pour que le chiffre des offices puisse être réduit à seulement encore 4 offices.

Les acteurs économiques :

Des commerçants européens des métaux constituent la plupart des commerçants.

Quatrième étape : Du pays voisin à l´entreprise qui produit du tantale ou du niobium (le processeur)

Déroulement

Via des ports comme par exemple le port de Mombasa, Kenya et le port de Dar es Salaam, Tanzanie, les minerais sont transporté par bateau dans la plupart du temps vers Asie, (Malaysia, Thaïlande, Chine) où des usines traitent les minerais pour en faire des métaux : Avec la méthode de la fusion ou des autres traitements les airains deviennent des métaux, du coltan devient donc tantale et niobium.[98]

[96] Friendsofthecongo 2001
[97] Enough Project Team 2009
[98] Enough Project Team 2009

Pendant le traitement de tantale des produits chimiques très toxiques peuvent se former - comme fluorhydrique.[99]

Acteurs

1. Des transporteurs (les commerçants)

Ceux qui emmènent le coltan des pays voisins de la RDC aux pays de destination, donc dans la plupart des cas à l´Asie. Ils prennent des bateaux ou des avions.

2. Des entreprises internationales : les entreprises multinationales (Multinational Corporation– MNC)

L´entreprise chinoise Ningxia est l´acteur principal dans cette étape. Mais aussi les entreprises H.C. Starck, Cabot, OM Group (Etats-Unis) et Ulba (Kazakhstan) jouent un grand rôle : Ils ont beaucoup de pouvoir sur le marché car le traitement du coltan pour en faire de tantale est compliqué et il n´y a pas beaucoup d´usines qui ont les capacités de le faire. [100]

Une définition d´une MNC donne le dictionnaire en ligne de business : Une entreprise qui opère dans plusieurs pays mais est managé d´un pays. Une entreprise qui génère un quart des ses revenues pas dans son pays d´origine est considérée comme un MNC. Les plus grandes 100 MNC contrôlent 40 % du commerce mondial, ils ont donc une puissance économique énorme.[101] Mais selon Desai et Zerial, la communauté internationale ignore le rôle important des MNC.[102]

D´après le rapport des experts onusiens de 2002, 85 entreprises étaient en ce moment impliquées dans le commerce avec le coltan. Ils donnent quelques exemples détaillés, des autres sont seulement dénommés dans l´Annexe. Ces 85 entreprises sont soit des producteurs de tantale (alors ils achètent directement de coltan) ou des producteurs p.ex. des condensateurs (donc des acheteurs du tantale). Les entreprises qui font les produits comme des mobiles et sont donc plus éloignées dans la filière ne sont pas mentionnés.

[99] Université de Karlsruhe
[100] Ma 2009
[101] Business dictionary
[102] Desai/Zerial 2009

Il s´agit surtout des entreprises américaines, européennes et asiatiques, mais aussi des entreprises central-africaines sont dénommés. Comme se sont trop d´entreprises pour les énumérer toutes et comme quelques-unes ont fait des efforts de rendre plus transparents leurs chemins du commerce et de n´acheter plus du coltan du Congo (directe ou via le Rwanda) il suffit de présenter deux grandes entreprises comme cas qui peuvent être vus comme des cas exemplaires pour des autres entreprises. Ils sont expliqués dans ce qui suit :

H.C. Starck : exemple de l´implication européenne

Cette filiale de Bayer AG, une entreprise allemande avec des filiales en Goslar, en USA, Thaïlande et Japon, est le plus grand acheteur de coltan et le plus grand producteur de tantale mondial.[103]

Le rapport de l´ONU s´occupe in extenso de H.C. Starck et lui rapproche d´acheter de coltan de l´Est-Congo. En répondant aux questions du groupe Starck a nié qu'il se procurait du coltan en Afrique centrale, mais le groupe écrit qu´il a des preuves du contraire. Et dans le même communiqué de presse où Starck s´est expliqué, l´entreprise a dit qu´elle obtenait son coltan auprès de cultivateurs et non de groupes rebelles bien que en ce moment toutes les mines de coltan situées dans l'est de la République démocratique du Congo profitaient soit à un groupe rebelle soit à des armées étrangères.

L´explication pour ces deux déclarations contradictoires - de l´ONU et de Starck - peut par exemple être trouvée dans la prise de position de Starck en 2009 sur son site web où l´entreprise garantie qu´il n´a pas acheté du coltan-conflit savant, mais qu´il avait des commerçants qui avaient menti quant aux origines de leur coltan. [104] Starck dit qu´ils n´utilisent pas de ressources avec tantale du Congo et n´achètent pas de ressources qui ont été exploité illégalement. Quant aux reproches ils disent qu´ils ont de leur propre chef travaillé avec l´ONU et qu´ils respectent les règles OCDE.[105]

De plus, en 2007, Starck a publié que les accusations contre elle faits par le groupe Krall Metal Congo S.c.a.r.l. ont été démenties par des offices de court et d´Etat et que Starck est donc prouvé innocent.

[103] Johnson 22.11.2008
[104] H. C. Starck 2009
[105] H.C. Starck 2009

Pour comprendre cette volonté de se défendre il faut mentionner qu´après la publication du rapport de l´ONU 2002, H.C. Starck avait reçu une mauvaise réputation mondiale et essayait de travailler contre elle.

D´après la tagesschau, Starck achète entre-temps seulement du coltan de Rwanda, pas du Congo.[106]

Mais enfin, le cas Starck n´a pas pu être éclairé complètement – déjà en 2003, dans le prochain rapport de l´ONU, Starck était dans la catégorie des cas « clarifiés » et il s´est engagé dans un projet dans une petite entreprise en Rwanda après la fermeture de la grande mine australienne Talison, officiellement pour améliorer les circonstances de travail des mineurs…

Ningxia : exemplaire pour la nouvelle dominance amplective et indélicate de la Chine

Depuis quelques années, la Chine est très présent en Afrique parce qu´elle est très intéressé par ses ressources. Contraire à l´Europe qui pose toujours des obligations quand il soutient un pays avec son argent, la Chine ne s´en occupe pas des violations des droits de l´homme dans les pays d´où elle achète ses ressources. [107]

Avec la RDC la Chine a fait un contrat en 2007 qui l´assure l´accès aux ressources. [108]

Il y a beaucoup d´entreprises chinoises qui traitent le coltan pour en faire tantale et le vendre pour des prix bas aux entreprises qui font des condensateurs ou pour en faire eux-mêmes des condensateurs etc. Ces entreprises chinoises ont donc un grand pourvoir sur le marché. Il s´agit des entreprises profitables qui appartiennent souvent à l´Etat chinois.

Ningxia est une entreprise chinoise leader, qui fonde le coltan et qui tient le nom Ningxia Non-ferrous Metals Smeltery (NNMS), dans la plupart du temps seulement appelé Ningxia.

Ses comportements sont expliqués par le rapport de l´ONU de 2002 : Elle achète beaucoup de coltan du Congo, mais dénie ce fait et ne voulait pas répondre aux

[106] Diekhans 2010
[107] Johnson 2009
[108] Monde diplomatique 2009

questions posées par les experts.[109] Ningxia achète environ 50 % de son coltan de l´Afrique central. [110] Mais sur son site web, l´entreprise ne mentionne pas les origines de son coltan. [111]

Brève critique quant aux MNC et à leur rôle mondial:

Depuis plusieurs sources, la plupart des MNC actives dans le commerce de coltan du Congo renforcent avec leur engagement le conflit. [112] [113] [114]

Quant aux MNS actives en Afrique en général, il y a des voix qui dénomment les multinationales les nouveaux colonisateurs de l´Afrique : depuis la fin de la colonisation officielle, ce ne sont plus (directement) les Etats qui examinent et s'immiscent dans tous, surtout dans l´exploitation des ressources, mais ce sont des acteurs économiques dominants qui font la même chose. La colonisation continue donc, mais avec des autres moyens et des autres acteurs. [115]

Cinquième étape : Du processeur á l´entreprise qui produit des condensateurs etc. (les manufactures électroniques)

Déroulement

Les entreprises qui produisent de tantale – comme par exemple Ningxia – le vendent aux entreprises qui en font des condensateurs ou des autres choses, donc des manufactures électroniques. Ces entreprises se trouvent en Asie ainsi que dans des pays de l´Ouest, surtout en les Etats-Unis et en Europe. [116]

[109] Rapport ONU 2002
[110] Rapport ONU 2002
[111] Ningxia
[112] Phezo Dizolele 2006
[113] Adusei 2004
[114] Rapport ONU 2002
[115] Adusei 2004
[116] Ma 2009

Très souvent, les manufactures ne veulent pas savoir d´où leur tantale vient ou les processeurs ne disent pas la vérité sur son origine.

Au plus tard ici la filière commence donc à devenir vague – dont profitent les acteurs illégaux mais aussi les MNC qui bénéficient des prix bon marchés.

Acteurs

1. Les processeurs

Ils étaient déjà traités.

2. Les manufactures électroniques

Pour donner quelques exemples des entreprises qui achètent - selon les *friendsofthecongo* - de tantale fait du coltan venant de la RDC :

A) Des entreprises américaines :

AVX, Eagle Wings Resources International, Trinitech International, Kemet Electronics Corporation, Vishay Sprague

B) Des autres pays :

EPCOS (Allemagne) ; Traxys, George Forrest International (Belgique)

Pour en présenter un exemple, Kemet a réagit aux reproches d´être impliqué dans le commerce du coltan de la RDC.

Dans sa déclaration pas datée l´entreprise dit qu´elle ne soutient pas les conflits. Tous leurs vendeurs ont des certificats que leur tantale n´est pas illégalement miné en Congo - s´il serait une fois le cas, Kemet va interrompre immédiatement les relations commerciales. L´entreprise aide à faire la filière de distribution plus transparente : Elle travaille dans des comités d´EICC et TIC pour chercher une méthode de légalement faire entrer les minéraux non-conflits à la filière. Elle participe aux discussions et elle va montrer encore ses efforts profonds. [117]

[117] Kemet

Kemet essaye donc de convaincre le public – similaire que Starck – qu´elle est innocente.

Sixième étape : De l´entreprise qui produit des condensateurs à l´entreprise qui produit des appareils électroniques

Déroulement

Les manufactures ayant produit des condensateurs les vendent aux entreprises qui produisent des appareils électroniques comme des mobiles et des ordinateurs portables.

Dans ce pas, la filière est encore plus vague et la responsabilité des producteurs des appareils leur semble faible. Quand même il y a quelques-unes qui prennent leur responsabilité. Mais il est difficile de suivre le chemin du coltan de la RDC jusqu´à ces entreprises.

Acteurs

Producteurs des condensateurs

Ils étaient déjà traités.

Producteurs des appareils électroniques (MNCs)

Il s´agit ici des grandes entreprises connues dans le monde – pas comme la plupart des entreprises à l´avant dans la filière commerciale.

Comme c´est difficile de prouver quelles entreprises utilisent des condensateurs et des autres matériaux à caractère conflictuel, et comme le rapport de l´ONU de 2002 ne dénomme pas des entreprises étant placées dans cette section de la filière, seulement quelques noms peuvent être donnés des entreprises étant actives dans la branche. Mais cela ne signifie pas du tout qu´elles ont quelque chose à voir avec le coltan de Congo – bien que surement, quelques-unes achètent les condensateurs affectés.

Des entreprises connues sont par exemple HP, Dell, Acer, IBM, Apple, Samsung, Motorola, Canon et Nokia. [118]

Septième étape : Achat par les consommateurs

Déroulement

Les produits finals de cette longue et complexe filière commerciale sont vendus aux consommateurs riches du monde : donc à l´Ouest et de plus en plus à l´Asie.

Ce dernier déroulement est simple : Les appareils électroniques chics et modernes sont vendus dans des magasins ou par internet. Leur durée de vie est courte, ils sont vite remplacés par la plus nouvelle technique.

Acteurs

A) Les entreprises qui produisent des appareils électroniques

Ces entreprises ont un haut profit comme ils s´occupent d´un grand marché encore croissant et se généralisant dans plusieurs parties du monde.

Par exemple, le concerne Apple a fait un profit net de 4,31 USD dans le dernier trimestre de 2010.[119] Et c´est surtout Apple qui est connu pour ces produits chics et petits et qui a donc besoin de beaucoup de condensateurs faits de tantale…

B) Les consommateurs

Comme les condensateurs - pour lesquels le coltan est par-dessus tout utilisé - se trouvent dans presque chaque appareil électronique, il y a de coltan dans chaque mobile, ordinateur portable etc. et presque tout le monde, surtout dans le monde occidental, est concerné. Surtout à cause de la demande croissante des années 2000/2001 (boom de coltan) pour des nouveaux appareils électronique et à cause de leur miniaturisation (qui

[118] Ma 2009
[119] Apple 2011

est à la mode), le consommateur joue un rôle directe quant à l´exploitation du coltan en Congo. Comme il demande de plus en plus des appareils plus petits, moins chers, sans réfléchir (et souvent sans savoir quelque chose) sur le lien entre le conflit brutal en Congo et le propre amusement avec le plus nouveau technique. En moyenne, un mobile est seulement utilisé pour 18 mois.[120] Il s´agit donc d´un marché croissant, qui va s´accroître très probablement encore dans la future bien qu´on puisse recycler environ 80 % d´un mobile. Mais la volonté publique pour le recyclage n´est pas là ! [121]

Acteurs ayant une signification pour toute la filière

A) Organisation internationales

1. L´Organisation des Nations Unies (ONU)

Le plus grand mandat humanitaire actuel de l´ONU est le MONUSCO (jusqu´au 1.7.2010 MONUC) qui prend place en RDC. Elle est donc un acteur très important dans ce pays.

Mandat et implication réelle :

Le mandat MONUC existe depuis novembre 1999 ayant pour but l´armistice. Ce qui est très intéressant c´est que le mandat n´englobe pas de mesures économiques, seulement des moyens militaires. Les troupes onusiens sont spécialement présents dans l´Ouest du pays, pas dans l´est où ils seraient si nécessaires. Entretemps, ils sont mandatés pour agir avec leurs capacités de monitoring et d´inspection contre les groupes armés qui reçoivent leurs moyens de vie par l´exploitation illégale des ressources.

Critique :

Bien que l´engagement humanitaire en RDC soit le plus grand de l´ONU, ses effets ne sont pas glorieux. Malgré sa présence, il y a encore une guerre civile en Est-Congo.

[120] Avea 2010
[121] Avea 2010

Entre outre, il y a des reproches contre l´ONU comme celui que la MONUC a partagé intelligence avec les FDLR, contre lesquelles il devait normalement agir.[122] De plus, MONUSCO semble fermer les yeux avant les causes économiques de la guerre, bien que sa concentration se trouve entretemps en Est-Congo. Comme son mandat n´est pas explicitement de protéger les mines et les mineurs contre l´exploitation illégale par des rebelles, leur présence n´est, brutalement dit, pas très utile. Selon le texte du mandat, le rôle de MONUSCO et de donner de l´ aide politique et militaire - ce qui n´est pas suffisant pour la situation en RDC!

2. L´Union Européenne (UE)

L´UE s´engage en RDC avec de l´action politique ainsi que de missions militaires et de police. Les missions militaires consistent en trois opérations terminées ainsi que deux en cours. Les terminées sont ARTEMIS/RDC (a commencé en août 2003, a contribué à la stabilisation de la situation sécuritaire et humanitaire à Bunia, à l'Est de la RDC), EUFOR RD CONGO (début en avril 2006, pour soutenir la MONUC pendant la période électorale dans le pays), EUPOL Kinshasa (d'avril 2005 à juin 2007, a été la première opération civile menée dans le cadre de la Politique commune de sécurité et de défense (PESD) en Afrique. Elle a donné son appui et conseillé la police congolaise pendant la transition démocratique du pays).

Les deux en cours sont EUPOL RD CONGO (mission de l'Union Européenne pour la Réforme du Secteur de Sécurité en RDC dans les domaines police et son interface justice. Lancée en juillet 2007, son mandat a été prolongé jusqu'au 30 septembre 2011) et EUSEC RD CONGO (mission de conseil et d'assistance à la Réforme du Secteur de Sécurité en RDC. Lancée en juin 2005, la mission œuvre dans le domaine de la réforme de l'armée congolaise FARDC). [123]

Critique : Selon le think tank Ethiopiques, la politique européenne est néocolonisatrice, elle est seulement intéressée à son propre profit, et ne pas vraiment à aider. [124]

[122] Wikipedia: FDLR
[123] EUPOL 2010
[124] Chimoun 2005

3. L´organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Cette organisation a des principes directeurs qui règlent les principes de bases éthiques pour les entreprises pour manifester leur responsabilité. Ils constituent des recommandations et sont non contraignantes. [125]

Dans leur rapport de 2002, les experts onusiens ont constaté quelles entreprises violent ces directives. [126]

B) Des Etats

En premier rang, la responsabilité historique se trouve chez la Belgique, qui a comme puissance coloniale, surtout sous Léopold II. commit des crimes contre l´humanité. Mais aussi des autres Etats de l´Ouest se rendent coupable par leurs non-actions et leur ignorance – et ils achètent du coltan du Congo, fût-ce d´une façon directe ou indirecte.[127]

Entre autres, l´Ouest a soutenu le dictateur Mobutu car il représentait un bastion anti-communiste. Comme déjà mentionné plusieurs fois, la faim de ressources de l´Ouest était et est la raison la cause la plus importante pour sa présence dans les pays en développement. Surement, des activistes des ON et les sociétés civiles sont souvent vraiment intéressé par les tragédies humaines et veulent améliorer les situations de violations des droits des hommes. Surement, chaque démocratie de l´Ouest donne de l´argent de développement, surement, il y a les engagements dits humanitaires…mais enfin, c´est l´économie ou, concrète, ce sont les intérêts économiques qui déterminent les comportements politiques.

Ceci ce montre aussi dans le comportement de la Chine qui se sert sans scrupules des ressources naturelles de la RDC, mais en tous cas sans la façade des revendications politiques – comme il fait l´Ouest.

[125] OCDE
[126] Rapport ONU 2002
[127] Adusei 2004

C) Les ONG, les « think tanks », les groupes diaspores… : Des diverses acteurs

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) jouissent d´un nombre énormément croissant depuis les dernières décennies. Leur importance a aussi augmenté. Il y a aussi de nombreuses ONG qui s´occupent de la RDC. Parmi elles, l´ONG anglais enough a joué un grand rôle dans ce texte.

Les « think tanks », alors des groupes d´experts se posant envers des politiques publiques, ont augmenté dans leur nombre depuis des années 1960. Ce texte les a utilisés aussi assez souvent, comme par exemple Ethiopiques.

Le groupe diaspore venant de la RDC n´a pas de grande importance sur ce qui se passe dans le monde, comparé à l´influence des autres diaspores comme par exemple celle des Israéliens. Mais, comme le site web Kongo-Kinshasa.de le montre, des personnes privées venant de la RDC ou étant très intéressé au pays peuvent ainsi informer le publique et prendre part à la formation de la volonté politique.[128]

Quelques conséquences directes et indirectes de toute la filière commerciale:

Les déplacements de populations, qui résultent des fréquents conflits armés, s'accompagnent des conséquences prévisibles - l'insécurité alimentaire, la malnutrition, un taux de mortalité élevé – surtout chez les personnes déplacées et les populations hôtes. [129]

Les attaques contre des villages entiers, les massacres, les viols, le vol de bétail, de nourriture et autre et la fuite des habitants sont typiques exemples des agressions armées, aussi et surtout en RDC. [130]

[128] Kongo Kinshasa
[129] Rapport ONU 2002
[130] Rapport ONU 2002

2. Théories et leurs applications : La « malédiction » des ressources

Selon plusieurs scientifiques, la richesse en ressources est un bonheur pour un pays. Selon des autres, l´approche de la « malédiction » est plus adéquate pour la réalité, car l´empirie montre que les conflits le plus intenses et les plus longues se passent dans les pays très riches en ressources – comme la RDC.

En bref, l´approche argumente, qu´un pays riche en ressources se concentre sur le secteur économique des ressources et délaisse les autres secteurs économiques. Il existe donc un déséquilibre à faveur des ressources. Si l´Etat reçoit vite beaucoup de l´argent pour ses ressources, cela mène souvent à une survalorisation de la monnaie du pays, qui mène à une inflation. [131]

2.1.1 La théorie de Collier

En 1998, deux économistes de la banque mondiale - Paul Collier et Anke Hoeffler – ont développé leur théorie des causes économiques des conflits. À cause de la grande résonance du monde scientifique quant à leur texte, ils ont plusieurs fois repris et élargi leur théorie.

Elle donne un bon exemple pour les approches de malédiction.

La base de la théorie est le débat scientifique mené sur la question si *greed* (avidité) ou *grievance* (rancœur) sont les causes et donc les variables explicatives pour les guerres civiles. Selon Collier, la pensée publique et populaire est que grievance est la cause des conflits, mais c´est faux, car l´analyse économique montre que greed explique les conflits – qui sont des formes de criminalité organisée. La pensée prédominante fausse existe parce que les rebelles la renforcent par leurs discours en disant qu´ils ont des raisons non économiques pour leur rébellion et qu´ils sont des mouvements de proteste. Les rebelles doivent implémenter ce discours de grievance pour pouvoir subsister

[131] Harneit-Sievers 2005

comme chaque groupe de rebelles a besoin de participants et de ressources financières.[132]

Quant aux facteurs de risques de guerre civile, Collier mentionne le niveau de dépendance des commodités primaires dont le plus dangereux est 26 % de PIB, la géographie, l´histoire (p.ex. la grandeur de la diaspore), les opportunités économiques et la composition ethnique et religieux : La hétérogénéité n´est pas dangereux, mais la plus dangereuse situation et celle de la dominance ethnique, c´est-á-dire la dominance d´un groupe qui constitue 45-90 % de la population, car 45 % sont assez pour avoir un « minimal-winning-coalition » et discriminer les autres ethnies d´une façon systématique.

S´il y a une certaine dépendance des commodités primaires, un revenu faible et une croissance lente, les rebellions de prédation sont profitables.

Enfin, si un pays a déjà vécu une guerre civile, la répétition d´un conflit est assez probable, car les capacités militaires, économiques et sociales sont très souvent encore existantes.[133]

L´approche est liée à - ou peut plutôt être vue comme une partie de - la théorie des « nouvelles guerres » de Mary Kaldor de 1998. Selon elle, la guerre a changé sa face depuis la fin de la guerre froide. Il n´y a presque plus de guerres interétatiques, mais des guerres civiles. Selon Münkler, les critères d´une nouvelle guerre sont la privatisation de la violence et des acteurs de guerre, l´économisation des motives de guerre avec l´existence d´une économie de guerre qui se nourrit elle-même et la criminalisation des structures d´ approvisionnement des acteurs de guerre.[134] [135]

2.1.2 Application de la théorie de Collier

Le premier facteur de risque, présenté par Collier, est la dépendance des commodités primaires. Comme déjà expliqué, la RDC est dans un haut degré dépendant du secteur des commodités primaires.

[132] Collier 2006
[133] Collier 2006
[134] Kaldor 2000
[135] Münkler 2003

Deuxièmement, les opportunités économiques en Congo sont faibles : Ce critère est rempli, car il y a des salaires faibles et une récession économique – la RDC a le tiers plus faible PIB par tête en monde : 134 USD par personne par ans. (Etat : 2007)[136]

Troisièmement, la géographie de la RDC rend un conflit plus facile, parce que le pays couvre une surface énorme, environ 57 fois plus grand que la Suisse.[137] La capitale Kinshasa se trouve toute en Ouest du pays et a géographiquement des grand problèmes avec le contrôle du reste du pays.

Quatrièmement, bien que les diaspores du Congo n´aient pas de grande influence sur la politique internationale, l´histoire joue un grand rôle : comme déjà évoqué plusieurs fois, l´histoire de la RDC est une histoire d´exploitation des habitants ainsi que des ressources.

Cinquièmement, la composition religieuse est caractérisée par la prédominance des chrétiens (surtout catholiques) et des religions de nature. Il y a aussi plus de 250 ethnies, dont aucun ne constitue 45 % ou plus de la population. Ici, le critère d´un grand risque n´est donc pas remplis.[138]

En conclusion, le risque d´un conflit intérieur de la RDC est grand. Selon Collier, la Zaïre (RDC) était en 1995 le pays avec la plus grande probabilité de conflit avec une probabilité de 0,75 dans les prochains 5 ans. [139] Et il y avait vraiment ce conflit, même plusieurs.

Quant à la « nouvelle guerre en Congo » : Sans pouvoir faire une analyse détaillée du conflit en Congo quant à ses caractéristiques d´une nouvelle guerre, il saute aux yeux que ce conflit rempli les caractéristiques présentées : Avec la faiblesse de l´Etat et la prédominance des forces rebelles il y a une privatisation du conflit. Les motives de la guerre sont dans une grande parties des motives économiques. De plus il existe clairement une économie de guerre qui est la base de la survie des rebelles. Enfin, ces rebelles sont actives dans des réseaux criminels.

La RDC remplit donc les critères d´une nouvelle guerre.

[136] BPB 2008
[137] Wolphramalpha
[138] Marischka 2004
[139] Collier 2006

2.2 Approche des minerais conflictuels *(Conflict mineral approach)*

Une autre approche qui peut être vue comme un exemple des théories de malédiction est l´approche des minerais conflits.

En bref, il dit qu´à cause de la richesse en ressources il y a des conflits, car les autres secteurs économiques sont délaissés et il y a une force des choses que la dépendance de la ressource devient conflictuelle. [140] [141]

A ce sujet convient la partition des ressources en ressources de rebelles versus ressources du gouvernement : Les premières ont besoin de beaucoup de travail pour la production, leur transport est simple et il y a des grands marchés noirs pour les vendre. L´auteur donne les exemples or et coltan.[142]

Les deuxièmes ont besoin de beaucoup d´investissement pour la production et le transport et ils ont vendues sur des « petits » marchés (petit nombre d´entreprises).[143]

2.2.1 Application

Pour le Congo, l´approche veut que l´on se rend sur que le commerce avec les minerais n´aide pas les groupes armés. Il se focalise en général sur les acteurs en Congo, pas des pays voisins. En Congo, son focus est sur l´Est-Congo.

Les théoriciens de cette approche pensent qu´il est bien applicable pour le Congo. [144] [145]

2.2.2 Critique

Des africains demandés par *globalvoicesonline* en 2010 disent que l´approche ne leur aide pas beaucoup, car elle ne s´occupe pas de l´Ouest du Congo et elle ignore le rôle du Rwanda et de l´Ouganda qui sont des profiteurs majeurs du conflit. Elle ne mentionne pas non plus la souveraineté des ressources qui fait l´Ouest contrôler le Congo. Enfin,

[140] Globalvoices 2010
[141] Musavuli 2009
[142] Brzoska 2009
[143] Brzoska 2009
[144] Globalvoices 2010
[145] Enough Project Team 2009

selon ces africains, l´approche est faite par l´Ouest et utile pour lui mais pas pour la solution des vrais problèmes du Congo.[146]

2.3 Des mesures contre la malédiction

Il y a beaucoup de propositions d´actions. En général, ils veulent améliorer la participation du peuple à la richesse venant des ressources.

Par exemple, les initiatives de « multi stakeholder », donc des initiatives dont participent plusieurs groupes d´exigence qui sont en cause du sujet. Elles sont une réponse au leader-déficit de la globalisation et constituent un nouveau modèle de gouvernance.[147]

Selon Collier, la politique de prévention est marqué sur ces étapes suivants : Il faut comprendre les facteurs de risques les plus importants et après les réduire avec certaines politiques, par exemple avec la manifestation des droits des minorités dans la constitution pour agir contre la dominance ethnique.

Aussi, la politique après un conflit doit consister en les politiques de préventions, mais celles-ci ne sont pas assez : Pour la paix, c´est nécessaire soit que l´option militaire n´est plus possible, soit que le conflit politique lui-même est résolu; tous les deux sont difficiles.[148]

[146] Globalvoices 2010
[147] Carbonnier 2007
[148] Collier 2006

3. Propositions des solutions

3.1 Solutions générales

Plusieurs solutions possibles étaient déjà touchées dans le cadre des théories comme par exemple les propositions de Collier.

Dans ce qui suit, des autres propositions générales sont expliquées :

Les pas qui devaient être faits pour une amélioration de la situation sont bien décrits par enough 2009. Selon cette ONG, l´état actuel est que les efforts faits ne réussissent pas car les mesures prises sont réactives, inadéquates et pas adressées aux forces économiques du conflit : les meilleurs exemples donnent les mandats de MONUC/MOUSCO qui ne sont pas adéquats au conflit réel.

Dans son état actuel, le gouvernement congolais n´a pas de contrôle sur les régions qui sont riches en ressources.

L´approche veut premièrement que l´on éclaire la voie commerciale, deuxièmement l´identification et sécurisation des mines stratégiques, troisièmement une reforme de la gouvernance (internationalisation temporaire du secteur des mines) et quatrièmement le soutien d´existence et des opportunités économiques des travailleurs dans les mines pour que tout le peuple congolais puisse profiter de ses richesses en ressources et non plus seulement quelques « élites ». L´approche insiste qu´il faut aussi que les consommateurs finales agissent. [149]

Dans une direction pareille vont les propositions par Hayes et Burge qui proposent la création d´un marché de tantale où on travaille dans des conditions sociales et environnementales responsables et politiquement neutre. Les commerçants devraient recevoir le prix du marché et n´ont plus besoin de commerce illégal. Il faut un accord de commerce, comme c´est dans l´intérêt de l´industrie de tantale que le coltan du Congo devient une source légale, fiable et durable. [150]

[149] Enough Project Team 2009
[150] Hayes/ Burge 2003

3.2 Projets de solution réalisés et réalisables et leur évaluation

3.2.1 Friends of the Congo

Selon *the friends of the Congo*, il y a deux options d´action: l´interdiction du commerce du coltan de la RDC versus une régulation du miner et d´export.[151]

Ils disent que la première proposition n´est pas efficace à cause de contrebande et que la deuxième option est mieux – elle est plus complexe mais contribue au processus de paix.

L´industrie doit comprendre qu´il y a un lien directe entre l´export du coltan et le conflit en Congo et elle doit prendre ses responsabilités. Le problème va quand même pour un certain temps persister, car les négations d´achat ne peuvent pas encore être falsifiées. Il faut de responsabilité sociale collective corporative. L´industrie pourrait utiliser son influence, sa pression, son support politique et ses finances.

Une organisation internationale (comme UN Global Compact) doit s´occuper et faire un rendez-vous avec les entreprises - où un group multi stakeholder devrait être fondé en interaction avec l´ONU.[152]

3.2.2 Tantalum-Niobium International Study Center (TIC ou TANB)

L´approche de ce centre sur le tantale et le niobium se focalise sur l´utilisation de tantale dans des condensateurs : Il y a des alternatives pour les condensateurs de tantale qui ne constituent que 4 % des tous les condensateurs – la plupart est faite de céramique, aluminium ou film. Mais il reste le problème le condensateur fait de tantale est le plus stable et avec la plus grande capacité, le plus éprouvé et celui qui peut être utilisé pour les appareils les plus petites.[153]

Enfin, TIC donne l´exemple des actions de Global e-Sustainability Initiative, Vodafone, et Fauna & Flora International en 2001-2003 qui avaient commencé en 2001 avec des

[151] Friendsofthecongo 2001
[152] Friendsofthecongo 2001
[153] Hayes/ Burge 2003

recherches, un rapport, des discussions avec l´implication des politiciens, des ONG, et de l´ONU pour s´engager pour une amélioration de la situation.[154]

3.2.3 Mining-Journal

Pareille aux deux options expliquées par les amis du Congo, le journal de mining donne ces deux options (de 2010) :

Option 1 - Interdiction/blocage/boycotte :

Cela serait une décision claire, peut-être la plus acceptable pour le public de l´Ouest. Il y avait en 2002 un rapport de 30 ONG qui voulaient que Nokia, Siemens, Motorola etc. qui utilisent des condensateurs de tantale se rendent sur qu´ils n´achètent pas quelques-uns avec de tantale du Congo.

Mais un boycotte n´est pas unilatéral, il doit être basé sur un plan international. Ce n´est pas efficace jusqu´à l´environnement rend possible que l´exploitation change. Et, ce qui est encore beaucoup plus important, l´impacte pour le peuple congolais serait catastrophique, car il est dépendant de ce secteur économique.

Option 2 - Régulation de l´industrie de coltan :

Cette option aurait des impacts potentiels sur l´industrie, sur l´économie locale (comme un catalyseur), et pour la le gibier.

L´argumentation est que la guerre a des causes économiques et les acteurs participants sont « rationnels ». Il faut donc des stimuli et pas de boycotte (cela crée seulement un marché noir) et il faut un investissement approfondi pour que ces acteurs changent leurs comportements.

La proposition de cette approche était déjà expliquée en 3.1.

[154] Hayes et Burge 2003

3.2.4 Bundesstiftung Friedensforschung

Selon la fondation allemande Bundesstiftung Friedensforschung, il y a quatre mécanismes de contrôle des marchés externes comme instrument de la politique de prévention et de mettre fin au conflit (proposition de 2007) :

A) Sanctions

Elles sont vues comme des instruments faibles et difficiles à appliquer car il y a un « étaticité » faible et de la corruption. Depuis 1996, il y a un embargo des armes contre le Congo.

En général, des sanctions ont trois buts : but de sanction, but politique (changement de comportement des acteurs) et but politique intérieur. En Congo les buts de l´embargo des armes n´étaient pas obtenus.[155]

B) Plus de transparence

Ce point est la préoccupation centrale des sociétés civiles américaines et européennes. Le rôle des ONG est important : *global witness, human rights watch* etc. se sont préoccupés du diamant et du pétrole, donc des facteurs économiques dans la guerre civile angolaise. Ils ont fait un travail pionnier.

Mais aussi, le rôle de l´ONU est très grand :

Avec les groupes d´experts et la publication de leurs rapports, l´ONU a adopté le modèle d´action des ONG qui est appelé « naming and shaming » : On dénomme les acteurs coupables (qui violent des sanctions) et on ne décrit pas seulement.

Les observations de l´ONU en Congo concernaient de 2002 à 2003 l´exploitation de ressources et de 2004 à « aujourd´hui » (2007) l´embargo des armes. Les rapports onusiens ont joué un grand rôle comme ils étaient une des raisons pour lesquelles les armées ougandais et rwandaise se sont retirées un peu de la RDC.

Mais il y a aussi de la critique quant aux rapports onusiens (Rupiya 2005): Les grandes entreprises ont fait pression sur leurs gouvernements pour ne pas être mentionnées dans les rapports, ce que les petites entreprises ne peuvent pas faire.

[155] Brzoska 2007

Mais il y a des initiatives comme « publish what you pay », surtout pour le secteur de pétrole.

Un problème est que les ONG ne sont pas partout, surtout en Asie il y a un manque de leur présence. En Soudan, par exemple, des entreprises européennes se sont retirées mais des entreprises asiatiques les ont remplacées. [156]

C) Activer des groupes de la société civile

Il y a un effet de rétroaction des ONG, mais les vites changements du marché et la lente réaction de la société civile constituent un problème: Quand la société civile a commencé a s´occuper du coltan en Congo en 2001.

Le plus grand problème est la très grande différence quant à l´influence des sociétés civiles dans les différentes régions du monde. [157]

D) Normes (in)formelles et codifications

Les ONG et aussi de plus en plus aussi quelques gouvernements veulent des codifications pour les ressources conflictuelles. Un bon exemple donne le *Kimberley Process Certification Scheme*, un régime obligatoire de droit international pour la certification des diamants. Mais c´est difficile de conférer ce type, car pour les diamants c´est plus facile que pour p.ex. pétrole ou coltan qui sont des ressources stratégiques et pas des ressources de luxe.

Brzoska conclue que les chances pour un changement sont les plus grandes quand les acteurs internes sont isolés et quand les entreprises sont basées en Ouest ou très présents dans les marchés de l´Ouest où les sociétés civiles ont d´influence.

Pour la RDC on peut conclure que les acteurs internes ne sont pas isolés, mais que des sociétés civiles – au minimum des ONG – s´occupent du problème : Les chances d´un changement semblent ni grand ni petit.

[156] Brzoska 2007
[157] Brzoska 2007

3.2.5 Un exemple d´un projet d´étain - le projet d´ITRI: ITRI Tin Supply Chain Initiative (iTSCI)

L´Industrial Technology Research Institute (ITRI) est une organisation de recherche nationale qui veut améliorer la compétitivité de Taiwan. Elle est une autorité dans le secteur d´étain et des choses proches à lui.[158]

Selon lui, l´approche qui doit être développé pour des minerais comme l´étain ou le coltan est la « due diligence », qui a besoin d´un système de certification des mines-non-conflits ainsi que de reproductibilité produite dans la filière de distribution.

ITRI a donc proposé un projet -iTSCI- qui est le seul projet qui a été testé et qui a prouvé adéquat pour ses besoins (d´éclairer la filière d´étain). Il est soutenu par les gouvernements congolais et rwandais et des intergouvernementaux. La première phase du projet avait commencé en Juillet 2009, et maintenant (janvier-février 2011), la deuxième phase va détecter des minerais et va proposer des informations sur l´origine des mines individuelles, comme ce n´étais pas encore possible. Le plus grand problème du projet consiste en ses ressources financières : Le secteur des mines lui-même est attendu de financer deux tiers des coûts d´iTSCI (31 million dollars pour 5 ans), mais sans l´aide financière immédiate de troisième côté le danger est grand que le projet va échouer. Des entreprises qui sont un peu plus éloignées dans la filière font des contributions, par exemple Apple, Nokia, Microsoft, Motorola…Ce qui est très important, le TIC donne une contribution/ un fonds singulière pour que le tantale est aussi inclus dans le projet.

En brève, le projet veut - avec des mines pilots - montrer le fonctionnement d´un système de certification. [159] [160]

Ce projet peut donner un exemple pour des projets pareils pour le coltan en Congo – c´est pourquoi il a été présenté. En fait, le TIC travaille pour cette solution aussi pour le coltan !

[158] ITRI 2010
[159] TANB 2011
[160] ITRI 2010

3.2.6 Un exemple des Etats-Unis : Dodd-Frank financial law

En Etats-Unis, depuis Juillet 2010, chaque entreprise qui reçoit des minerais de Congo doit faire un rapport chaque année sur leurs efforts ou ils assurent que leurs minerais ne sont pas contrôlés ni taxés par des rebelles.

Ceci montre les possibilités de législation des pays de l´Ouest concernant les ressources conflictuelles.

3.2.7 Une approche politique robuste de Conflictminerals

Le think tank propose des pressions sur Rwanda et aussi sur Ouganda surtout par les Etats-Unis et par la Grande-Bretagne ainsi que de renforcer l´ « accountability » des entreprises et individus par des sanctions et d´agir contre la militarisation de la région ainsi que contre le pouvoir croissant des leaders autoritaires.[161]

3.2.8 Durban Process - un essai de certification du coltan

Pareillement au kimberley process (pour les diamants) il y a depuis 2003 l´essai d´implémenter un système de certification pour le coltan du Congo. Il s´agit d´une initiative multi-stakeholder, menée par des congolais et managée par le Comité de Suivi de Processus de Durban (CSPD) avec implémentation de l´autorité des animaux sauvages ICCN (Institut Congolaise pour la Conservation de la Nature).

Le projet travaille pour diminuer les effets d´exploitation illégale des mines et il travaille surtout aussi pour la protection des gorilles. De plus, il veut augmenter la conscience des conséquences pour l´environnement, développer des autres possibilités de bases de vie que l´exploitation des mines.

Selon gorillas.org, il y avait du progrès dans ce projet: En 2003 ont a fait un workshop et on a formé le CSPD, en 2005 quatre groupes de travail ont suivi. Ils ont ensuite

[161] Conflictminerals 2009

commencé leur travail dans les quatre domaines éducation, affermissement économique, conservation et la meilleure pratique minière.[162]

Mais, selon un article dans la taz de 2005, H. Starck et "Dian Fossey Gorilla Fund" (une organisation britannique) ont fondé Durban avec l´intention de favoriser le secteur minier pour eux et de le contrôler. La direction de la parque où la mine exemplaire était planifiée a protesté avec succès contre cette faveur du secteur minier (qui était contre la protection de l´environnement) et le projet n´a pas commencé.

Ces constats sont contraire aux précédents (faits par gorillas.org) - comme souvent dans la recherche sur le sujet de ce travail.[163]

En 2007, la taz a renforcé que les réflexions sur un Durban processus ne sont pas encore appliquées. Un article explique aussi le problème majeur des certifications : Les gouvernements ne doivent pas y participer. Comme sont les entreprises de l´Etat chinois qui sont le moteur du marché et qui ne s´occupent pas des certifications, ces dernières n´ont pas de grande chances. En outre, il y a des problèmes dans les pays G8 : Ils n´existent pas de critères pour l´attribution de concessions miniers, mais dans ces traités de concession se trouve l´origine de beaucoup de conflits (sur la question : « À qui appartient le droit d´exploitation ? ») [164]

3.2.9 Le projet actuel le plus important : Certified Traiding Chains - une méthode géochimique

En 2007, le gouvernement allemand qui ne s´est pas occupé du coltan conflictuel pendant longtemps a pris l´initiative - après la décision du G8 d´en faire un projet - et a demandé à l´Institut fédéral allemand des sciences de la terre et des matières premières (BGR) en Hanovre de développer un méthode géochimique pour distinguer les lieux d´origine du coltan pour améliorer la transparence de la filière commerciale, surtout du

[162] The Gorilla Organization 2008
[163] Johnson 2005
[164] Johnson 2007

lieu d´origine du coltan et ainsi mettre fin aux sources financières des rebelles et peut-être aussi au conflit. [165] [166]

La méthode peut aussi être vue comme si l´on prend des « empreintes digitales » du coltan : Elle consiste en analyser des échantillons quant à leurs caractéristiques différentes pour ainsi savoir de quelle mine vient le coltan. Et cette méthode fonctionne ! Mais le problème est que les géologues, comme p.ex. le géologue allemand Näher qui travaille dans ce projet, n´ont pas assez d´échantillons : Leur source est un musée et ils n´ont donc que 50 échantillons – et en RDC il y a environ 300 mines de coltan.

La méthode serait donc applicable mais ils manquent des échantillons, surtout des mines qui sont sous le contrôle illégal des rebelles.

Näher est allé en RDC en septembre 2010 pour y prendre les échantillons manquants mais comme la situation est trop dangereux et il y a un risque de mort il n´a pas encore pu prendre ses échantillons (Etat : janvier 2011).

Une partie du projet est de faire des « îles » légitimes en faisant des conditions acceptables dans quelques mines, mais cette partie est aussi dure à implémenter.

En automne 2010, Président Kabila a interdit l´exploitation des mines pour lutter contre l´exploitation illégale. Pour quelques court temps tous était tranquille, personne ne travaillait, mais les gens recommençaient comme ils n´ont vu aucune autre possibilité de subsister.

Toujours, Näher est énervé parce qu´il ne peut pas aller chez les mines et il dépend des membres de l´armée et des politiciens corruptifs congolais qui profitent aussi des mines illégales (ils achètent des villas, des hôtels et des restaurants au bord du lac Kivu).

Un autre problème est que la méthode a besoin d´une technologie très cher qui va avoir des problèmes à cause du réseau de courant instable en RDC. [167]

[165] Econews 2009
[166] Obert 2011
[167] Johnson 2009

L´état actuelle des choses (22.2.2011) est toujours que la BGR veut construire un laboratoire en Afrique central pour prendre des échantillons de 300 à 500 mines d´où le scientifiques n´ont pas encore d´échantillons. [168]

Enfin, le label de qualité reste pour l´instant une belle idée mais si on ne peut aller chez les mines, elle n´aide pas encore.[169]

3.3 Proposition de solution

Il n´est pas facile de donner des conseils pour que la RDC puisse solutionner ses problèmes énormes qui sont aussi devenus structurels il y a déjà longtemps.

La plupart des approches présentées met l´accent sur des mesures économiques ou des méthodes géologiques - comme la méthode allemande qui promet beaucoup si elle peut un jour vraiment être appliquée.

Mais, le problème de l´exploitation illégale des mines de coltan en RDC ne peut pas être vu sans voir le dysfonctionnement de l´Etat congolais faible et sans l´implication de plusieurs pays étrangers : le plus proche et le plus directe, les pays voisins, plus éloigné et plus indirecte, les pays riches de l´Ouest ou de l´Asie sont impliqués. Leurs gouvernements sont impliqués par des missions militaires, des politiques de développement et d´économie etc. Leurs entreprises sont encore des acheteurs de tantale qui vient du Congo bien que beaucoup d´entreprises se soient officiellement arrêtées d'acheter du coltan directement du Congo après le rapport de l´ONU en 2002.

Quant aux gouvernements, toutefois, l'Allemagne, la Belgique et les États-Unis ont souligné en étant demandés par le groupe onusien en 2002, que le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo était une condition essentielle pour lutter contre l'exploitation illicite de ses ressources naturelles. [170]

[168] Rauner 2011
[169] Obert 2011
[170] Rapport ONU 2002

Comme le rapport le souligne, l'élément le plus important pour mettre un terme définitif à l'exploitation illégale des ressources en RDC est lié à la volonté politique de ceux qui assistent, protègent et profitent de cette exploitation.[171]

Une approche compréhensive et englobante devrait se focaliser aussi sur la zone politique : sans un Etat plus fort qui détient plus de contrôle et de légitimité, l´exploitation illégale va très probablement persister : les systèmes et mécanismes d´exploitation sont expérimentés, les bases financières des rebelles existent depuis plusieurs ans.

Bien sûr, des méthodes géochimiques peuvent aider beaucoup, car elles constituent un meilleur chemin que les deux extrêmes de soit un embargo (qui punit tout le monde, aussi les mines légales) ou soit ne faire rien car un embargo détruit les bases de vie de beaucoup d´Est-congolais. Avec cette méthode, dans l´idéal, seulement des mines illégales vont être boycottées et les bases de vie des rebelles ne vont pas persister. Mais un des grands dangers est que les rebelles cherchent des autres sources de revenue ou qu´ils taxent et volent encore plus - et que les travailleurs d´Etat congolais eux-mêmes profitent trop du statu quo pour vouloir le changer. Le risque est élevé que pour un certain temps, la guerre civile latente en Est-Congo va s´aggraver et prendre encore des vies.

4. Conclusion

Enfin, la combinaison des reformes politiques, qui sont sans doute dures à impliquer et qui doivent, en dernière instance, venir du peuple congolais lui-même (qui est pour le moment trop faible car il a des autres soucis) avec la méthode géochimique et avec une conscience sincère des acteurs plus éloignés dans la filière commerciale (qui est pour eux une filière de peine) sur les liens et les causalités derrière ce conflit, pourrait améliorer la situation et mener à une situation où les congolais puissent, une première fois dans leur histoire depuis la colonisation, profiter de leurs ressources naturelles.

[171] Rapport ONU 2002

Comme des exemples comme ceci des offices étatiques à la frontière qui étaient reformés et qui ont renforcé l´Etat, le montrent, une amélioration serait possible, si on faisait des pas politiques.

Une proposition reste encore à discuter, qui a l´air audacieuse : Celle de prendre en main toutes les mines de la RDC pour un certain temps par la communauté internationale avec l´accord du gouvernement congolais pour les enfin donner au propriétaire vrai : l´Etat congolais et le peuple congolais. Ceci peut seulement fonctionner s´il existe une certaine sureté - une sureté que les rebelles ne vont pas très facilement pouvoir reprendre le pouvoir le jour après qu´on laissera les congolais seuls avec leurs mines.

Cette sureté peut seulement être achevée par un renforcement de l´Etat congolais - de ses institutions, de sa légitimité et de son efficacité.

La malédiction des ressources serait dans ce cas une fois cassée - pareillement à la préoccupation mondiale quant aux diamants, qui est venue tard, très tard, mais qui a quand même pu donner de l´espoir que parfois les égoïsmes pensant à court terme peuvent être vaincus à faveur des victimes innocents souffrantes des conflits armés.

5. Bibliographie

Adusei, Lord Aikins 2004: Multinational corporations: The new colonisers in Africa, aticle dans les pambazuka news du 4.6.2009, http://www.pambazuka.org/en/category/features/56716

Dernier accès le 23 février 2011

Apple, Page web : Profit net d´Apple, dernier trimestre 2010
http://www.apple.com/de/pr/library/2010/10/18results.html
Dernier accès le 20 février 2011

Avea 2010: Alte Handys - zu schade für den Müll,
http://www.avea.info/service/abfalltipps/alte-handys-zu-schade-fuer-den-muell-11.html
Dernier accès le 20 février 2011

Braeckman, Colette 2011: Guerre sans vainqueurs en République démocratique du Congo, Article dans le Monde diplomatique d´avril 2001
http://www.monde-diplomatique.fr/2001/04/BRAECKMAN/15007
Dernier accès le 23 février 2011

Brzoska, Michael/ Paes, Wolf-Christian 2007 : Die Rolle externer wirtschaftlicher Akteure in Bürgerkriegsökonomien und ihre Bedeutung für Kriegsbeendigungsstrategien in Afrika südlich der Sahara, Bundesstiftung Friedensforschung

http://www.bundesstiftung-friedensforschung.de/pdf-docs/berichtbrzoska.pdf
Dernier accès le 23 février 2011

Brzoska, Michael 2009: Raubbau an Ressourcen durch Konfliktakteure, dans: Braun, Reiner et al. 2009: Kriege um Ressourcen, p.71-84

Bucyalimwe Mararo, Stanislas 2008 : Ein dringendes SOS aus Masisi, Rutshuru und Kalehe, article de Zeitfragen du 7.4.2008
http://www.zeit-fragen.ch/index.php?id=2501
Dernier accès le 20 février 2011

Bundeszentrale für politische Bildung (BPB) 2008 : BIP pro Kopf, article de la bpb de 2008,
http://www.bpb.de/wissen/Y2ZKS2,0,0,Bruttoinlandsprodukt_pro_Kopf.html
Dernier accès le 20 février 2011

Business dictionary: Multinational corporation (MNC)
http://www.businessdictionary.com/definition/multinational-corporation-MNC.html
Dernier accès le 23 février 2011

Carbonnier, Gilles 2007 : Was kann gegen den Ressourcenfluch getan werden ? Dans : Schweizerisches Jahrbuch für Entwicklungspolitik, Band 26, Nr. 2 | 2007, p. 87-102
http://sjep.revues.org/374
Dernier accès le 20 février 2011

Chimoun, Mosé 2004 : L´intelectuell africain : incarnation de la médiocrité ? Article d´Ethiopiques, un revue africain.
http://ethiopiques.refer.sn/spip.php?article118
Dernier accès le 20 février 2011

Collier, Paul 2006 : Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy,
http://users.ox.ac.uk/~econpco/research/pdfs/EconomicCausesofCivilConflict-ImplicationsforPolicy.pdf
Dernier accès le 22 février 2011

Conflictminerals 2009: Conflict Minerals: A Cover For US Allies and Western Mining Interests? Un article du 30.11.2009
http://conflictminerals.org/conflict-mineral-critique/
Dernier accès le 20 février 2011

Desai, Deval/ Zerial, Natalie 2009: Conflict without Borders , un article dans Harvard International review du 30.7.2009
http://hir.harvard.edu/conflict-without-borders
Dernier accès le 23 février 2011

Diekhans, Antje 2010: Coltan-Abbau im Kongo- Schuften für den Elektronikspaß anderer, reportage de la tagesschau du 22.08.2010
http://www.tagesschau.de/ausland/coltan102.html
Dernier accès le 23 février 2011

Drücke, Bernd 2006 : Deutschland wird auch in Kinshasa "verteidigt", http://www.lebenshaus-alb.de/magazin/003741.html
Dernier accès le 21 février 2011

Dürr, Benjamin 2010 : Der Stoff, aus dem die Handys sind, article dans le Stern du 16.3.2010
http://www.stern.de/digital/telefon/umkaempftes-coltan-der-stoff-aus-dem-die-handys-sind-1551021.html
Dernier accès le 21 février 2011

Econews 2009: Neuer Coltan-Boom bedroht Gorillas im Kongo, 22.12.2009
http://www.eco-world.de/scripts/basics/econews/basics.prg?a_no=20956
Dernier accès le 21 février 2011

Enough Project Team 2009 : A comprehensive approach to Congos Conflict Minerals
http://www.slideshare.net/kstewart13018/comprehensive-approach-to-congos-conflict-minerals
Dernier accès le 21 février 2011

EUPOL 2010 : L'Union européenne en RDC,
http://www.eupol-rdc.eu/dossier.php?numdos=57&num=107
Dernier accès le 20 février 2011

Focus online 2010 : Kongo-Konflikt - Wissenschaftler streiten über Zahl der Toten, article du focus online du 20.01.2010
http://www.focus.de/politik/weitere-meldungen/kongo-konflikt-wissenschaftler-streiten-ueber-zahl-der-toten_aid_472706.html
Dernier accès le 22 février 2011

Friends of the congo 2001: Coltan
http://www.friendsofthecongo.org/resource-center/coltan.html
Dernier accès le 21 février 2011

Globalsecurity : Rassemblement congolais pour la democratie (RCD)
http://www.globalsecurity.org/military/world/para/rcd.html
Dernier accès le 21 février 2011

Global voices 2010: Congo: The Coltan Conflict is in Our Hands (and Cellphones), article du 20.2.2010
http://globalvoicesonline.org/2010/02/20/congo-the-coltan-conflict-is-in-our-hands-and-cellphones/
Dernier accès le 20 février 2011

Global Witness 2008: Control of mines by warring parties threatens peace efforts in eastern Congo, un article du 10.9.2008
http://www.globalwitness.org/library/control-mines-warring-parties-threatens-peace-efforts-eastern-congo

Dernier accès le 23 février 2011

Grossmann, Elizabeth 2006: High tech trash: digital devices, hidden toxics, and human health, http://books.google.de/books?id=SKt-TCRldvYC&pg=PA50&lpg=PA50&dq=Ningxia+coltan+illegal+congo&source=bl&ots=my8UD59rzU&sig=gCIdIJwiBm8eTzHc1RmNVkpkEI8&hl=de&ei=ThpRTe3NOZOs8QOsv5HrDQ&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=4&ved=0CDAQ6AEwAw#v=onepage&q=Ningxia%20coltan%20illegal%20congo&f=false
Dernier accès le 20 février 2011

Harneit-Sievers, Axel 2005: Der "Ressourcenfluch" , Article de la bpb du 5.12.2005
http://www.bpb.de/themen/RQMPAL,1,0,Rohstoffe_f%FCr_den_Export.html
Dernier accès le 20 février 2011

Hayes, Karen/ Burge, Richard 2003 : Coltan Mining in the Democratic Republic of Congo, Fauna and Flora International Conservation Reports,
http://www.gesi.org/LinkClick.aspx?fileticket=PoQTN7xPn4c%3D&tabid=60
Dernier accès le 20 février 2011

H. C. Starck 2009: Stellungnahme des Unternehmens zur Beschaffung von metallischen Rohstoffen, déclaration de l´entreprise du 3.8.2009, http://www.hcstarck-ceramics.de/medien/allgemein/downloads/filename_Raw_Material_Statement_DE_1.pdf
Dernier accès le 23 février 2011

H. C. Starck 2007 : Vorwürfe gegen H.C. Starck jetzt auch gerichtlich und durch staatliche Stellen entkräftet
http://www.hcstarck.com/de/home/medien__presse/pressemitteilungen.html?newsid=dcb30265256e419a01257cb2a0a91de5.de.1
Dernier accès le 20 février 2011

Indongo-Imbanda, I. 2001 : Was hat mein Handy mit dem

Krieg im Kongo zu tun? Wie der wilde Coltan-Abbau das Leiden von Millionen verlängert.
http://www.kongo-kinshasa.de/kommentar/kom_042.php
Dernier accès le 21 février 2011

ITRI, page web : Who we are.
http://www.itri.org.tw/eng/about/article.asp?RootNodeId=010&NodeId=0101
Dernier accès le 20 février 2011

ITRI 2010: Supply chains unite to start iTSCi mineral traceability project in RDC, un article du 19.3.2010
http://www.itri.co.uk/pooled/articles/BF_NEWSART/view.asp?Q=BF_NEWSART_318425,
Dernier accès le 20 février 2011

Johnson, Dominic 2005: Kong wirft Deutschland Ausplünderung vor, article dans la taz du 26.5.2005,
http://www.kongo-kinshasa.de/taz/taz2005/taz_050526.php
Dernier accès le 22 février 2011

Johnson, Dominic 2007: Die Rohstoffe des Krieges, article dans la taz du 5.6.2007,
http://www.taz.de/1/archiv/archiv/?dig=2007/06/05/a0151
Dernier accès le 22 février 2011

Johnson, Dominic 2008: Kongo. Kriege, Korruption und die Kunst des Überlebens. Verlag Brandes & Apsel, Frankfurt/M.

Johnson, Dominic 2008: Kongos Regierungstruppen plündern Rohstoffe
Das Zinnerz und der Krieg, Article de la taz du 22.11.2008
http://www.taz.de/1/politik/afrika/artikel/1/das-zinnerz-und-der-krieg/
Dernier accès le 22 février 2011

Johnson, Dominic 2008: Mineralienhandel im Kongo- Coltan kehrt auf Weltmarkt zurück, Article dans la taz du 22.11.2008

http://www.taz.de/1/politik/afrika/artikel/1/coltan-kehrt-auf-weltmarkt-zurueck/
Dernier accès le 22 février 2011

Johnson, Dominic 2009 : Handy ohne Blut? Article dans la sonntaz du 4.7.2009
http://www.kongo-kinshasa.de/taz/taz2009/taz_090704.php
Dernier accès le 22 février 2011

Johnson, Dominic 2010: Blog sur le Congo, dans la taz 2010
http://blogs.taz.de/kongo-echo/page/2/ Dernier accès le 22 février 2011

Kaldor, Mary 2000: Neue und alte Kriege. Organisierte Gewalt im Zeitalter der Globalisierung, Frankfurt am Main.

Kassem, Mahmoud et al. 2001 : **Rapport final du groupe des experts sur l´exploitation illégale des ressources naturelles en RDC**, (avec annexes)
http://www.un.org/News/dh/latest/RDCongo.htm
Dernier accès le 22 février 2011

Kassem, Mahmoud et al. 2002 : **Rapport final du groupe des experts sur l´exploitation illégale des ressources naturelles en RDC**,
http://www.grip.org/bdg/g2044.html
Dernier accès le 22 février 2011

Kemet : KEMET Policy on Conflict Minerals
http://www.kemet.com/kemet/web/homepage/kechome.nsf/weben/KEMET%20Policy%20on%20Conflict%20Minerals
Dernier accès le 20 février 2011

KfW Entwicklungsbank 2007 : Les ressources naturelles en République démocratique du Congo - Un potentiel de développement?; Etude réalisée par KfW Entwicklungsbank et l'Institut fédéral allemand des sciences de la terre et des matières premières (BGR)

http://www.kfw-entwicklungsbank.de/DE_Home/Service_und_Dokumentation/Online_Bibliothek/PDF-Dokumente_Diskussionsbeitraege/AMD_50_Rohstoffe_Kongo25236.pdf
Dernier accès le 20 février 2011

Kongo Kinshasa : http://kongo-kinshasa.de/kontakt/kformular.php

Dernier accès le 22 février 2011

La Conscience 2006:
http://www.laconscience.com/article.php?id_article=4828
Dernier accès le 23 février 2011

Lublinski, Jan 2009: Grenzen der Gier, émission de la Deutschlandradio du 11.10.2009, http://www.dradio.de/dlf/sendungen/wib/1045511/
Dernier accès le 21 février 2011

Lublinski, Jan 2010: Grund für Kriege - Metalle aus Afrika, article dans la Stuttgarter Zeitung du 17.2.2010
http://www.stuttgarter-zeitung.de/stz/page/2390887_0_3613_-grund-fuer-kriege-metalle-aus-afrika.html
Dernier accès le 21 février 2011

Ma, Tiffany 2009 : China and Congo's coltan connection, Project 2049 Institute,
http://project2049.net/documents/china_and_congos_coltan_connection.pdf
Dernier accès le 20 février 2011

Macis, Sal 2009: Der afrikanische Weltkrieg, un article dans la magazine lebenshaus-alb du 8.1.2009
http://www.lebenshaus-alb.de/magazin/005461.html
Dernier accès le 20 février 2011

Marischka, Christoph 2004 : Kongo: Die unendliche Geschichte
westlicher Ausbeutung, dans : IMI-Magazine février 2004
http://www.imi-online.de/download/CM-Kongo-2-2003.pdf
Dernier accès le 21 février 2011

Marty, R.M et al 2008: Rapport de groupe d´experts de l´ONU sur la RDC,

http://www.google.de/url?sa=t&source=web&cd=1&ved=0CBgQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.capac.ulg.ac.be%2FRAPPORT%2520DU%2520GROUPE%2520DES%2520EXPERTS%2520CNDP%252012%252012%25202008.doc&rct=j&q=RAPPORT%20DU%20GROUPE%20DES%20%20EXPERTS%20DE%20L%27ONU%20SUR%20LA%20RDC%202008&ei=sNpjTaO_H4OZ8QOIm9nxCA&usg=AFQjCNEr2S4b-fsvEJXKGVehKJS4w2RMNg&cad=rja

Dernier accès le 22 février 2011

Monde diplomatique 2009 : Atlas de globalisation

Münkler, Herfried 2003: Die neuen Kriege, Reinbek bei Hamburg

Musavuli, Kambale 2009: Conflict Minerals: A Cover For US Allies and Western Mining Interests? Article du 30.11.2009
http://conflictminerals.org/conflict-mineral-critique
Dernier accès le 20 février 2011

Ningxia, page web de l´entreprise Ningxia
http://www.nniec.com/index.html

Dernier accès le 20 février 2011

Obert, Michael 2011: Die dunkle Seite der digitalen Welt
Article dans le ZEIT du 6.1. 2011
http://www.zeit.de/2011/02/Kongo-Rohstoffe
Dernier accès le 21 février 2011

OCDE: Guidelines for Multinational Enterprises
http://www.worldlingo.com/ma/enwiki/de/OCDE_Guidelines_for_Multinational_Enterprises
Dernier accès le 23 février 2011

Oßenbrügge, Jürgen 2007: Ressourcenkonflikte, présentation du 18.4.2007
http://www.znf.uni-hamburg.de/Folien090408.pdf
Dernier accès le 20 février 2011

Phezo Dizolele, Mvemba 2006: Congo's Bloody Coltan, Vidéo du Pulitzer Center
http://pulitzercenter.org/video/congos-bloody-coltan
Dernier accès le 21 février 2011

Rafti, Marina 2006: Rwandan Hutu Rebels in Congo/Zaire, 1994-2006: an Extra territorial Civil War in a Weak state? Dans: L'AFRIQUE DES GRANDS LACS. ANNUAIRE 2005-2006, p.55-83
http://www.ua.ac.be/objs/00151009.pdf
Dernier accès le 23 février 2011

Rauner, Max 2011 : Ausverkauft, article dans la Zeit du 22.2.2011,
http://www.zeit.de/zeit-wissen/2011/02/Dossier-Rohstoffe-Einleitung
Dernier accès le 20 février 2011

Rigeau, Christoph 2010 : RDC : L'armée congolaise facteur d'instabilité, article chez Afrikarabia du 30.11.2010
http://afrikarabia2.blogs.courrierinternational.com/archive/2010/11/30/rdc-l-armee-congolaise-facteur-d-instabilite.html
Dernier accès le 23 février 2011

Roxin, Helge 2009: Demokratische Republik Kongo, article dans le BPB du 2.11.2009
http://www.bpb.de/themen/V2YYSY,0,0,Demokratische_Republik_Kongo.html
Dernier accès le 23 février 2011

Scinexx-Magazine 2009: Schwarze Riesen durch Handys in Gefahr,
http://www.scinexx.de/dossier-detail-443-10.html
Dernier accès le 21 février 2011

TANB 2011: Urgent funding call to progress implementation of iTSCI mineral programme,
http://tanb.org/sites/tanb.org/files/webfmroot/News/iTSCi-funding-need-Jan2011-FINAL.pdf
Dernier accès le 20 février 2011

The Gorilla Organization 2008: Durban Process for Ethical Mining,
http://www.gorillas.org/Project/Detail/Durban_Process_for_Ethical_Mining
Dernier accès le 20 février 2011

Université de Karlsruhe (KIT) : Banque de donnés en ligne de l´Université de Karlsruhe : Tantal
http://www.rz.uni-karlsruhe.de/~dg21/geochem0304/NbTa.pdf
Derbier accés le 20 février 2011

Vorrath, Judith 2009 : Herausforderungen und Lösungen gegenwärtiger Konflikte – Die Region der Großen Seen, présentation par NCCR Democracy du 8.5.2009
http://www.icr.ethz.ch/teaching/archive/konflikt/fs2009/Prasentation_-_Grosse_Seen_neu_08-05-09_02.pdf
Dernier accès le 22 février 2011

Wikipedia: ADF
http://en.wikipedia.org/wiki/Allied_Democratic_Forces
Dernier accès le 21 février 2011

Wikipedia: condensateurs
http://fr.wikipedia.org/wiki/Condensateur_%28%C3%A9lectricit%C3%A9%29
Dernier accès le 20 février 2011

Wikipedia: Deuxième Guerre de Congo,
http://fr.wikipedia.org/wiki/Deuxi%C3%A8me_guerre_du_Congo
Dernier accès le 23 février 2011

Wikipedia: FARDC
http://fr.wikipedia.org/wiki/FARDC
Dernier accès le 20 février 2011

Wikipedia: FDLR
http://fr.wikipedia.org/wiki/Forces_d%C3%A9mocratiques_de_lib%C3%A9ration_du_Rwanda
http://en.wikipedia.org/wiki/FDLR
Derniers accès le 21 février 2011

Wikipedia: Mai-Mai
http://de.wikipedia.org/wiki/Mai-Mai
Dernier accès le 20 février 2011

Wikipedia: Mobiltelefon
http://de.wikipedia.org/wiki/Mobiltelefone
Dernier accès le 21 février 2011

Wikipedia: RCD
http://fr.wikipedia.org/wiki/Rassemblement_congolais_pour_la_d%C3%A9mocratie
Dernier accès le 20 février 2011

Wikipedia : RDC
http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo
Dernier accès le 23 février 2011

Wolphramalpha : RDC et Suisse
http://www.wolframalpha.com/input/?i=schweiz+RDC
Dernier accès le 20 février 2011

Worldafricabusiness 2008 : La République Démocratique du Congo.

http://www.worldafricabusiness.com/Afrique/rdc.html

ZDF : Vidéo de la ZDF 2010 : Der blutige Kampf um Koltan,
http://www.zdf.de/ZDFmediathek/hauptnavigation/startseite/#/beitrag/video/1186796/Der-blutige-Kampf-um-Coltan
Dernier accès le 21 février 2011